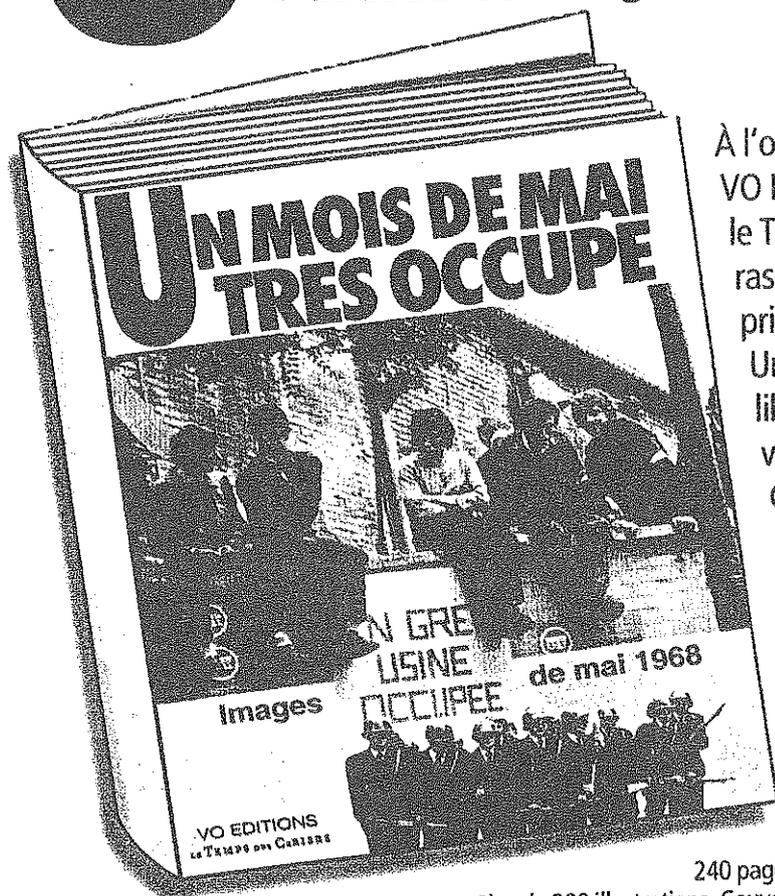


# Un mois de mai très occupé

## Paroles et Images de 68



À l'occasion des trente ans de mai 1968, VO Éditions publie en collaboration avec le Temps des Cerises un ouvrage rassemblant « paroles et images » d'un printemps pas du tout comme les autres. Un mois de mai qui vit éclore une parole libérée et tant d'idées nouvelles que la vie de chacun en fut bouleversée. Ce sont ces journées rares, exceptionnelles, inoubliables que nous restituons la multitude de témoignages qui nous sont parvenus et les photos que nous avons retrouvées.

240 pages. Format 22 X 27 cm.

Plus de 200 illustrations. Couverture cartonnée.

Sous ce titre, V.O.Éditions et Le Temps des Cerises, ont réalisé un remarquable album. 257 pages de textes, plus de 200 photos et dessins, avec une préface de Louis Viannet, un entretien avec Georges Séguy, une étude de Jean Magniadas, une analyse du bilan social par Michel Redjah, des réflexions d'Henri Krasucki, et un tableau chronologique des événements.

Complétant cet ouvrage, parmi les 182 témoignages de militantes et militants qui vécurent ce printemps 68, 11 émanent de camarades de la Seine-Maritime qui évoquent divers aspects de la grande grève, aux *Biscottes-Cléments* de Déville (Gérard Desile), à la *CFEM-Rouen* (Gaston Gauthier), aux *Chantiers de Normandie-Le Havre* (Henry Haubert), à *Dresser* et à la *Maison*

*de la Culture du Havre* (Albert Perrot), à la *Faculté des Lettres* de Rouen (Jean Calbrix), aux *Nouvelles Galeries* de Rouen (Anne-Marie Coffe), à l'*OTR des Ponts et Chaussées* de Grand-Quevilly (Robert Privat), sur le *Paquebot France* (Dominique Denis), aux *PTT de Dieppe* (Gérard Jacqueline), à *Renault-Sandouville* (Jean Lelièvre) et aux *Tréfinétaux* du Havre (Robert Rousselin et Robert Gaulard)

Cet album format 22 x 27 cm, couverture cartonnée, publié à l'occasion des 30 ans de Mai 68, est en vente au prix de 180f à la librairie de la Renaissance, 3 rue de l'Hôpital 76000 Rouen, ou au Cercle Franklin, au Havre, et dans les Unions Locales de la CGT.

## Sommaire:

- p 2      **Editorial**  
*de Pierre Largesse*  
*Vice-Président*
- p 3 et 4      **"Mon mai-juin 68"**  
*par Jacques Defor-*  
*tescu*
- p 5 à 7      **Mai 68 à l'OTR**  
*par Robert Privat*
- p 9 et 10      **Mai 68:**  
**"Ambiance".**  
*La Seine-Maritime*  
*vue par la*  
*Vie Ouvrière en*  
*Mai 68*
- p 11 à 13      **Regard sur une**  
**exposition :**  
*Vernissage de*  
*l'exposition de*  
*Franklin au Havre*  
*en mai 1998*
- p 14 à 21      **Revue de Presse**  
*Le trentième*  
*anniversaire du*  
*mouvement de Mai-*  
*Juin 68 au travers*  
*des initiatives de*  
*l'Institut CGT*  
*d'Histoire Sociale*  
*en Seine-Maritime*  
*au mois de mai 1998*
- p 22      **Jean Malvasio n'est**  
**plus !**  
*Hommage au*  
*militant, ancien*  
*Secrétaire Général*  
*de L'UD-CGT*  
*décédé le 20 avril*  
*1998*
- p 23      **bulletin d'adhésion**  
**à notre Institut**

### Editorial:

Les journées nationales d'étude de l'Institut CGT d'Histoire Sociale se sont tenues à Kaysersberg (Haut-Rhin) les 10, 11 et 12 juin 1998.

Le bilan d'activité de 1997-1998 a mis en lumière les travaux des Instituts régionaux et départementaux et de l'Institut national, notamment sur le **30ème anniversaire de 1968** qui ont mis en évidence la liaison des luttes de cette période avec les préoccupations actuelles. Nous avons consolidé notre ancrage en coopération avec les organisations.

Les tentatives d'occultation du rôle de la classe ouvrière et de ses organisations en n'évoquant que les conflits (réels) des étudiants avec les forces de police, n'ont pas pu occuper à elles seules les médias.

"*Que se serait-il passé, qui aurait fait face au matraquage, si notre Institut n'avait pas existé?*" interroge Georges Séguy. Il faut poursuivre et participer à la collecte de témoignages afin de contribuer au succès du colloque des 29 et 30 septembre à Paris sur 1968.

Les travaux des journées d'étude ont porté également sur **l'extrême-droite et les syndicats** (rapporteur Jean Magniadas) qui a souligné, dans la situation inquiétante et mouvante actuelle, la nécessité de nos interventions liées aux organisations. Un colloque sur le sujet aura lieu en Seine-Saint-Denis en fin d'année.

Enfin, un autre sujet a été étudié: celui des Femmes et **syndicalisme** (rapporteur Slava Liszeck) avec un colloque en 1999.

Sur tous ces sujets, Georges Séguy au nom de l'Institut National a souligné la nécessité d'initiatives de chaque Institut décentralisé.

Le financement de nos publications a souligné que les demandes auprès des corps constitués élus devaient être augmentés sans complexes, en soulignant nos réalisations, leur œuvre d'utilité publique, leur fonction sociale puisqu'elles participent à une meilleure connaissance de l'histoire; leur intérêt culturel; le fait que **l'histoire du syndicalisme appartient à la nation**.

Notre notoriété grandit, presse, radios et télévisions s'en sont fait plus ou moins l'écho: beaucoup font maintenant appel à nous, en reconnaissant la qualité de nos travaux.

Poursuivons nos efforts. Soutenez nos actions par votre adhésion et en faisant connaître notre Institut autour de vous.

Pierre Largesse, vice-président.

Témoignage:

# Mon "mai-juin 68"

Par Jacques Defortescu

*Jacques Defortescu n'est pas devenu militant pendant le mois de mai 1968.*

*Cependant, les "événements" vont être un élément accélérateur de son engagement militant, comme beaucoup de jeunes de sa génération.*

*C'est tout naturellement qu'il deviendra secrétaire général de l'Union Locale des Syndicats CGT du Havre en 1984, poste qu'il conservera jusqu'en 1997.*

## 1967: mes 20 ans comme mon mariage sous le signe des luttes et des manifs !

Paradoxalement, mon mai 68 commence en 1967. Arrivé dans l'entreprise "Tréfileries & Laminoirs du Havre" en 1964 après mon CAP d'ajusteur, je suis déjà responsable des jeunes métallos C.G.T. en 1967.

Je me rappelle tout particulièrement de cette nuit du 24 février 1967, le jour de mes 20 ans, où, avec quelques camarades, dont Raymond Lecacheur, alors secrétaire de L'U.S.T.M. - C.G.T., nous avons négocié avec les patrons de la métallurgie havraise, afin d'obtenir une réduction du temps de travail sans perte de salaire (déjà !) et l'amélioration de la convention collective. La négociation va durer toute la nuit, Les luttes se développent.

Le vendredi 13 octobre 1967 est, pour moi, une autre date remarquable. L'après-midi, je me marie à la mairie du Havre, alors que le matin même je participe, avec plusieurs milliers de manifestants, à une importante manifestation pour la défense de la protection sociale devant Franklin : Quelle journée!

Il y avait à l'époque un accord d'unité entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Le 13 décembre 67 sera marqué par une nouvelle grande manifestation dans les rues du Havre.

Puis arrive le 1er mai 68. Les luttes se développent et la manif sera encore plus importante et plus remuante que d'habitude. Aux Tréfileries, je ne suis pas encore élu du personnel. Quelques mois auparavant, une bourrasque avait failli décapiter le syndicat C.G.T. à cause de problèmes liés au non-respect de la démocratie syndicale. Avec quelques jeunes nous commençons à ruer dans les brancards. Etablissant nos cahiers de revendications, nous multiplions grèves, arrêts de travail. Mais la direction ne veut rien savoir et renvoie tout à la Direction Générale. Les salaires ou les conditions de travail sont au centre de nos revendications. Or il y avait à l'époque 17 établissements et 4000 salariés dans la société et les négociations avec la Direction Générale n'existent pas.

## L'étincelle qui met le feu à la poudre.

Cependant, je suis déjà membre du Bureau de l'Union Locale CGT. Avec Henri Batard et Louis Eudier, nous pensons que le moment est venu de hausser le ton fasse à un patronat havrais très coriace, "Le plus réactionnaire de France" se plaisait à dire Louis Eudier. La répression des jeunes étudiants à Paris le 10 mai va nous permettre de mettre le feu aux poudres.

Le 16 mai, Raymond Lecacheur et moi, nous nous rendons ensemble au Comité d'Entreprise de l'usine Renault de Sandouville. L'usine de Cléon est occupée depuis la veille. Plusieurs débrayages ont lieu dans la journée à Sandouville. Ils sont parmi les plus importants jamais réalisés dans cette jeune entreprise, dont plus de la moitié des salariés vient du monde agricole, sans expérience des luttes ouvrières. Ce jour-là le personnel Renault Sandouville décide d'occuper l'usine.

Mais revenons à Tréfinmétaux. Le samedi 18 mai, l'ensemble des salariés convoqués par le syndicat C.G.T. de l'usine décide la grève et l'occupation de l'usine. Pendant le week-end nous organisons les tours de garde. Je me rappelle avoir chassé le chef-gardien de son bureau... Il m'en veut encore.

Partagé entre mon activité à l'Union Locale et celle des Tréfileries, mes camarades de l'usine comprennent très vite que ma tâche est d'être à Franklin. J'y passe mes jours et mes nuits avec les membres du Bureau de l'U.L...

Nous installons un lit pliant et à tour de rôle nous restons près du téléphone pour réagir à tout ce qui peut se passer, y compris la nuit. Nous

préparons les manifestations quasi-hebdomadaires. Nous sommes 10, 20 ou 30000 dans les rues du Havre, au coude à coude sous un soleil de plomb.

Je me souviens particulièrement d'une grande manifestation place de l'hôtel de ville, sur cette grande place noire de monde. Une femme enceinte s'évanouit si bien que nos camarades du syndicat des hospitaliers doivent s'en occuper. Dans un premier temps ils la font entrer dans le Hall de l'hôtel de ville, avant de la faire conduire à l'hôpital. L'enfant, qui devait naître, a donc trente ans aujourd'hui, qu'est - il devenu ?

Très vite dans les usines et la mienne en particulier, l'aspiration à changer le travail, à travailler autrement et dans de meilleures conditions avec plus de dignité, se fait jour. C'était insupportable pour le patronat et la droite, on remettait ainsi en cause leur sacro-sainte autorité. Après le détour par Baden-Baden de De Gaulle, la droite s'organise et commence à organiser des contre-manifestations.

### Franklin centre névralgique du mouvement.

De Franklin nous gérons toute l'activité économique de la ville paralysée par la grève. Le Comité de grève que nous avons constitué se réunit presque tous les jours. Il doit donner son aval pour tout : Retirer de l'argent à la banque de France, donner des bons d'essences aux particuliers ou encore distribuer, pour les plus défavorisés, des pommes de terre. Tout passe par "Franklin". Chaque jour de nouvelles questions apparaissent qu'il faut régler. Les anciens comparent cette période à 1936. Nous, les plus jeunes, avons bien l'impression de vivre des moments forts et très importants, sans pour autant nous en rendre complètement compte. Ce sera vraiment une période très enthousiasmante. Il fallait réfléchir très vite, de manière la plus collective et politique possible. D'autant que le grand patronat et la droite ne restaient pas les deux pieds dans le même sabot.

Je me souviens d'une manifestation, très provocatrice, organisée par eux dans les rues du

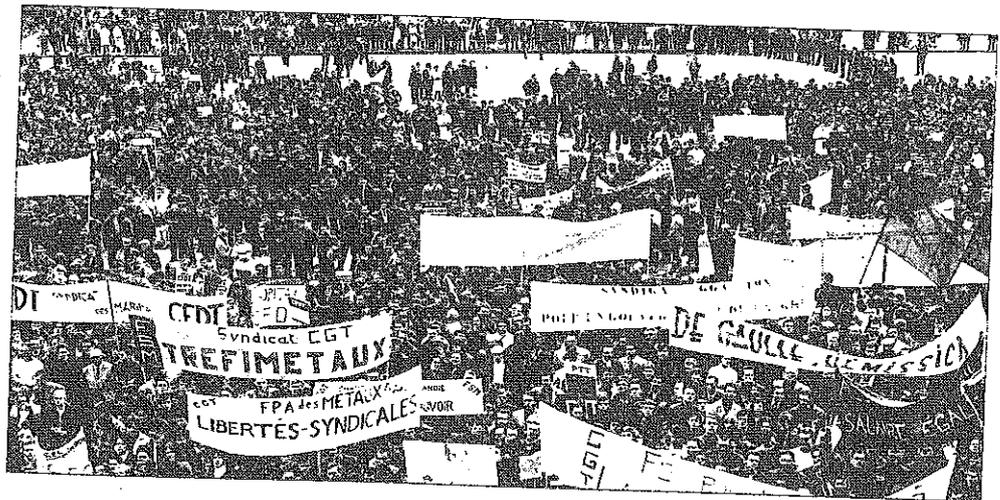
Havre. L'ingénieur, chef du service où je travaillais et qu'on appelait "Nanard", sautait comme un cabri avec une pancarte sur laquelle était écrit : "Les cocos à Moscou". Ce triste individu sera remercié quelques temps plus tard pour avoir détourné plusieurs millions d'anciens francs à Tréfinmétaux. l'affaire fut d'ailleurs étouffée.

Après plusieurs jours de grève et des négociations parfois difficiles, nous reprenons le travail. Pour la première fois le patronat est contraint de reconnaître la section syndicale à l'entreprise, et de nous payer les jours de grèves, etc.

Pour autant, cette reprise n'est pas facile. Mes camarades dirigeants du syndicat Tréfinmétaux ont l'idée saugrenue de faire mettre dans la cour de l'usine, à droite ceux qui sont "pour la reprise", et à gauche ceux qui sont "contre".

Ils ont pris soin de demander auparavant aux cadres et aux employés, avec lesquels nous n'avons pas les meilleurs rapports, de sortir. Mais ce qui devait arriver arriva. Les deux groupes étant d'égale importance, s'invectivent, s'insultant même dans un face à face verbal, et un petit groupe reste au milieu ne sachant pas sur quel pied danser. Il faudra de nombreux mois pour ensuite ressouder tous ce petit monde.

Lorsqu'en 1969 je serai élu Secrétaire du syndicat, il reste encore de nombreux stigmates de cette période. Ce sectarisme aura permis la création et le développement d'une section syndicale C.F.D.T., et freinera le développement d'une section syndicale Ugiect que nous avons créée.



On reconnaît bien la banderole des "Tréfinmétaux" sur cette photo de manif en 1968

## Témoignage

# Mai 68 à l'OTR

(Grand Quevilly)

Entretien avec Robert PRIVAT

**Tu as vécu de façon intense le mois de mai 1968"**

**Robert Privat :**

Mai 68 ? Une multitude d'images surgissent et se bousculent. Ce fut un printemps extraordinaire... il faisait beau... et puis, avions 30 ans de moins!

Mais l'intérêt d'en parler n'est évidemment pas d'égrener des souvenirs nostalgiques, tels "d'Anciens combattants" d'une cause utopiste en de fols engagements effrités par trois décennies et considérés maintenant par certains, comme d'inévitables et sympathiques erreurs de jeunesse.

C'est pourtant ce qui domine dans les médias qui se complaisent à braquer le projecteur sur les étudiants de l'époque, dont la plupart des leaders sont aujourd'hui rangés, casés et loyalement intégrés au système capitaliste qui avait alors motivé leur éphémère révolte...

A l'Organisme Technique Régional de Rouen, créé 3 ans plus tôt à partir des Organismes Interdépartementaux des Ponts et Chaussées, mai 68 n'a vraiment pas été vécu comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais plutôt comme l'élargissement généralisé de la mobilisation unitaire suscitée par la C.G.T. depuis des années, sur des objectifs précis, déterminés par les syndiqués et, plus largement par les personnels.

En effet, née depuis les années 50 au Labo Régional, la section C.G.T. de l'O.T.R. était forte de nombreux adhérents, très active, très combative. Elle avait, au cours des années, remporté de notables succès revendicatifs, par des multiples conflits de masse avec la Direction Locale.

L'Ingénieur en chef, M. Arquie, menait la vie dure à nos militants, leur infligeant de lourdes sanctions répétitives : blâmes, avertissements, mises à pied de 3, de 8, de 15 jours.

Notamment en 1966 et 1967, les agents de l'OTR avaient massivement participé à toutes les journées d'action confédérales C.G.T. - C.F.D.T., pour les salaires, la sécu, les retraites, etc. avec leurs revendications spécifiques, ou à des manifestations particulières, à la sortie de l'O.T.R., au Carrefour de la R.N. 840, pour les reclassements, les salaires, de plus amples crédits routiers.

La vivacité et l'originalité de nos initiatives étaient bien connues dans l'agglomération rouennaise. (voir l'article "la fête à Coquand" dans *Le Fil Rouge* N°1)

**Tout ceci se passait avant 1968...**

**Robert PRIVAT**

Oui, mais nous n'avons pas vécu 1968 comme une rupture. Ce fut plutôt une amplification de notre rythme. Nous abordions 1968, forts d'une longue série de démarches et d'actions "tous azimuts" à l'impact directement mesurable.

Le 12 janvier, l'assemblée des adhérents accueillait 15 nouveaux syndiqués et proposait au Syndicat National C.G.T. l'organisation d'une campagne revendicative associant tous les Labos, pour la révision de la circulaire Coquand et la parité salariale L.C.P.C.-Labos de Province, en y invitant la C.F.D.T..

Cette proposition rouennaise était reprise le 14 janvier par le Secrétariat National C.G.T. sous forme d'une lettre à la C.F.D.T.

Parallèlement, nous demandions l'appui des élus de la Seine Maritime.

Appel entendu : à la Session de Printemps, le Conseil Général, unanime, adoptait le 1er avril un vœu proposé par le groupe communiste, qui réclamait pour les Labos, une part du Budget National adaptée aux besoins, la parité des salaires Paris-Province, la fusion des circulaires en prélude à un véritable statut National.

172 signatures étaient collectées à l'O.T.R. sur la pétition du Syndicat National destinée à M. Dreyfus, nouveau directeur des routes.

**Quelle fut l'attitude du personnel face à la répression qui frappa les étudiants parisiens**

**Robert PRIVAT**

A l'O.T.R., quand survinrent ces brutalités policières il y eut identification d'intérêts et totale solidarité face à un même pouvoir.

Plusieurs militants et adhérents de la Section C.G.T. participèrent à la première grande

manifestation rouennaise (après celle du 1er mai - C.G.T. - Fen) convoquée d'urgence dans la journée du mercredi 8 mai pour 18 h 30, place Cauchoise, à l'appel de L'U.D.-C.G.T., de l' Ager-Unef, du Snes-Sup (Fen) du Syndicat National des chercheurs Scientifiques (Fen) et des sections d'enseignants du Sgen-CFDT).

Nos camarades y découvrirent l'étrange comportement de quelques étudiants se déclarant "révolutionnaires", plus soucieux de créer des incidents dont les vitrines de l'étroite rue Cauchoise auraient fait les frais, que de participer à la démonstration de masse voulue par les organisateurs. Le comble de la stupeur fut atteint chez les Camarades de l'OTR quand les mêmes affirmèrent être les éveilleurs de la classe ouvrière depuis longtemps en léthargie...

**Comment réagit la masse du personnel de l'O.T.R.?**

**Robert PRIVAT**

Lorsque nous apprîmes la réunion d'urgence des Confédérations provoquée le samedi 11 mai par la C.G.T. qui y proposa la Grève Générale de 24 heures pour le lundi 13, les membres du bureau de la section C.G.T. se concertèrent et préparèrent une motion à soumettre au Personnel, à la grille d'entrée.

Le matin du 13 mai, ce texte approuvant l'arrêt de travail de 24 heures et la participation au rassemblement des U.D., condamnait les violences policières, affirmait la solidarité avec les étudiants et enseignants, réclamait une réforme démocratique de l'enseignement, saluait l'union réalisée contre le régime et réaffirmait les revendications spécifiques aux labos.

Il fut approuvé par l'énorme majorité des personnels massés à la grille d'entrée, qui partit pour le rassemblement de Rouen.

Dans la foulée, les U.D. de la Seine Maritime lancent le 14 mai un appel à des actions et démarches pour le lendemain.

Le mercredi 15 mai, la Confédération C.G.T., dans une adresse "aux travailleurs et travailleuses de France" incitait à déterminer partout les revendications et modalités d'action pour le SMIG à 600F, l'abrogation des ordonnances d'amputation de la Sécu, le plein-emploi pour tous, les libertés syndicales, la réforme démocratique de l'université et de l'école, pour un mouvement unitaire apte à imposer un gouvernement populaire et les changements nécessaires...

Le vendredi 17 au soir, alors que Le C.C.N. C.G.T. venait d'appeler à la multiplication des luttes, l'U.D. C.G.T. 76 annonçait à 18 h l'occupation par des dizaines de milliers de travailleurs, de plus de 20 grandes entreprises (Renault à Cléon et Sandouville, Cipel et Kéber-Colombes à Elbeuf, Sidélor à Déville, tous les Chantiers Navals du Havre et du Trait, le port de Rouen etc...)

Les membres du Bureau C.G.T. de l'O.T.R. prirent contact pendant le week-end et se présentèrent le matin du 20 mai avec un tract de la C.G.T. appelant à 24 heures de grève éventuellement reconductible. L'accueil fut quasi-unanime.

Aussitôt, assemblés devant les locaux de la direction les personnels décidaient :

- ⇒ Grève de 24 heures à reconduire par l'assemblée du lendemain.
- ⇒ Délégation immédiate au directeur (5 C.G.T., 3 C.F.D.T.) pour rappeler les revendications et exiger satisfaction.
- ⇒ Contact téléphonique avec les autres Labos, avec la Préfecture, Les Elus, la Presse Régionale, etc.
- ⇒ Création d'une Commission de solidarité pour régler les cas particuliers pécuniaires si la grève se prolongeait.

Détail significatif de la détermination du personnel : un ingénieur demanda une dérogation à la grève pour assurer un travail urgent et capital sur l'autoroute...

Refus catégorique et peu aimable de l'assemblée; on apprenait dans la matinée que ce fameux chantier était paralysé par la grève de l'entreprise depuis le matin.

**Que devenait l'Ingénieur en Chef, Directeur de l'O.T.R. ?**

**Robert PRIVAT**

Dès le 1er jour de grève, M. Arquie cédait sur 6 revendications locales, dont le rétablissement d'une prime de poussière refusée depuis plusieurs années, des mesures pour la formation, du matériel pour le local syndical, l'élection désormais au scrutin proportionnel de la commission de classement, etc. . .

Chaque matin, les personnels assemblés entendaient un compte-rendu des démarches, entretiens téléphoniques, délégations, contacts avec la direction de l'O.T.R., avec le Directeur du L.C.P.C. qui était alors notre interlocuteur central

direct, avec le Directeur des Routes, avec les Syndicats Nationaux, les Informations relatives aux entreprises de La Région, etc.

Tout ceci était discuté avant décision de démarches, de participation aux manifestations extérieures, et de reconduction de la grève pour La journée.

Au cours des Assemblées quotidiennes qui, parfois siégeaient toute la journée, il était remarquable de voir largement pris en charge le programme revendicatif élaboré par le 1er Congrès C.G.T. des labos, de mars 1967 et presque tous les participants prendre comme référence notre Bulletin "Labos" de mars 1968 qui appelait à L'action unitaire et commentait le programme C.G.T. sur 8 pages détaillées et chiffrées...

**Aviez-vous des relations avec les structures interprofessionnelles de la C G T ?**

**Robert PRIVAT**

Oui, les militants de la Section étaient en contact avec l'Union Départementale CGT et l'Union Locale. Les Agents de l'O.T.R. étaient nombreux dans les défilés rouennais et fort remarquables avec leur banderole très colorée qui clamait : *"Tous auxiliaires, de l'ouvrier à l'ingénieur, nous voulons un statut national"*

Dès le 20 mai, les Agents du Parc Départemental de l'Équipement installé à Rouen, avaient cessé le travail, mais aucun n'était syndiqué. Ils firent appel notre section CGT qui leur fournit le programme revendicatif du Syndicat C.G.T. des ouvriers des parcs et ateliers et les aida à constituer leur section syndicale.

Nous eûmes aussi des contacts avec ceux de la DDE où la grève avait débuté le 22 mai sur appel intersyndical.

A l'O.T.R., les Assemblées étaient parfois très animées, surtout après la 1ère semaine. Un matin, le photographe de l'O.T.R. à l'idéologie un peu "complexe", affirma que *"devant l'absence de pouvoir gouvernemental"*, il n'y avait plus d'interlocuteur pour nous et qu'il convenait donc de suspendre la grève. Il trouva quelques échos parmi les plus timorés. Vigoureusement contré par les militants de la C.G.T. approuvés par la masse des présents, il décréta : *"Vous ne comprenez rien, je pars à PARIS sur les barricades"*.

Entre autres conquêtes de ces jours du printemps 1968, comment ne pas noter un net changement d'attitude de l'Ingénieur-en-chef envers nos militants, lui qui, peu auparavant faisait

preuve d'un autoritarisme d'un autre âge et ne cédait jamais la moindre concession que devant des rapports de force impliquant de nombreux Agents. Je fus syncopé en ce jour de mai où, m'appêtant à entrer dans la salle de conférence, d'un geste d'une inattendue familiarité, il m'attrapa par l'épaule et me demanda, "mi-figue, mi-raisin":

*"Dites, Privat, si je prends ma voiture de fonctions, vous n'allez pas leur dire que c'est une provocation ?"*

Il est vrai que nous avions interdit -devant la pénurie d'essence- aux 6 ou 8 agents qui n'avaient pas cessé le travail, d'utiliser les véhicules et le carburant de l'administration pour leurs trajets domicile-travail.

Le Comité de grève avait d'ailleurs acheté au Comité de grève de la Shell plusieurs milliers de litres de carburant que nous revendions aux grévistes de l'O.T.R.

La grève fut reconduite chaque jour depuis le 20 mai, pendant deux semaines. Lors de l'ultime assemblée, le Conseil de la Section syndicale C.G.T., présentant le remarquable bilan revendicatif tant local que national, proposa la reprise du travail pour le 4 juin, à la vigilance quant aux promesses directoriales et à la poursuite sous diverses formes de l'action pour les revendications non satisfaites.

Il y eut débat. Quelques irréductibles affirmèrent contre toute évidence : *"On n'a rien obtenu. On a perdu 15 jours de grève pour rien"*. Cependant, la reprise fut votée par plus de 90 % des présents, pour le 5 juin. Les jours de grève furent payés, sous réserve de venir assurer 4 permanences du samedi matin.

Au cours des jours qui suivirent, tout le monde dut convenir d'un bilan très positif pour tous, PNT (Personnel Non Titulaire), Fonctionnaires, OPA (Ouvriers des Parcs et Ateliers), Auxiliaires sur grille départementale, tant pour les salaires que pour les congés, les libertés, les retraites, etc.

Evidemment, il fallut encore souvent se mobiliser pour l'application des promesses qui ne furent pas toutes tenues, contre les restrictions, etc.

En conclusion, chacun à l'O.T.R. put apprécier le rôle décisif des militants de la C.G.T. au cœur de ces 15 jours de lutte unitaire pour les revendications essentielles prises en charge par les personnels. Les agents de l'O.T.R. ne s'y trompèrent pas : aux élections à la commission de classement d'octobre 1968, la C.G.T. emporta 6 des 7 sièges du 3ème collège et tous les sièges dans le 2ème.

Mai 68:

## *"Ambiance"*

*Que ce passait-il en Seine-Maritime, au moment ou commence le grand mouvement social? Quelle était la force de la CGT? Son organisation? Quel était l'état d'esprit de ses militants?*

*Dans un numéro du mois de mai 68, au moment même où le mouvement prend une extension brutale, "La Vie Ouvrière", hebdomadaire national de la CGT, publie un reportage 6 pages sur la Seine maritime. Il nous donne un éclairage sur le département.*

**Le département le plus syndiqué de France: C'est ce que nous apprend la présentation du reportage.**

**S**il on vous demandait à brûle-pourpoint "Quel est le département de France le plus syndiqué à la CGT ?" Que répondriez-vous ? Vous ne savez pas... C'est la Seine-Maritime. Dans la liste des Unions Départementales CGT, c'est le département n° 76 qui est aujourd'hui le n° 1. A ce jour, 22 travailleurs sur 100 y sont membres de notre Confédération. Allons, n'en déplaise à ceux qui voudraient la compter pour partie négligeable ou faire des phrases sur le déclin des organisations ouvrières, la CGT se porte bien et peut se passer des donneurs de conseil.

Lancés dans la nouvelle campagne de recrutement depuis la fin de janvier, nos camarades de Seine-Maritime viennent d'enregistrer 3 500 adhésions nouvelles en 3 mois. Quelle autre organisation syndicale pourrait aligner un tel bilan et mieux traduire la confiance et les espoirs des salariés ? Ces 3 500 cartes nouvelles de janvier à avril, ce

sont vraiment les cartes du printemps. Elles appartiennent pour l'essentiel à des jeunes, à des femmes et à des salariés travaillant dans des entreprises où le syndicat était faible ou inconnu. Je pense à cette entreprise de transports rouennaise (Tenart) qui ignorait le syndicat depuis 1936 et où, à lui seul, Lucien Viel a recueilli 50 adhésions; Je pense au syndicat du Bâtiment du Havre, champion du recrutement avec 323 adhésions depuis le 8 mars ; aux 1 075 cartes de l'Union Locale de Rouen et, à l'Union Locale du Havre qui a déjà dépassé les 1 000 adhérents nouveaux. Mais la liste serait trop longue. Mieux qu'une énumération voici quatre exemples, "dans la vie", parmi les plus significatifs, d'un effort général et fructueux où recrutement et diffusion de la Vie Ouvrière vont le plus souvent de pair.

### *Au Havre: "Elles ne sont plus des pions !"*

**A**u début, une histoire de "badge" à l'américaine obligatoire sur les blouses, et une réduction de la durée du travail accompagnée d'une réduction de salaire dans une entreprise à main d'oeuvre féminine

"(...)Un beau matin, en effet, le patron annonça que les horaires allaient passer de 42 à 32 heures.

C'était bel et bien le chômage partiel avec des chutes de salaires de 12 000 à 15 000 AF par mois. Ça fait mal quand on en gagne 45 000 ou 50 000 et qu'on doit payer par exemple une pension 30000 AF par mois. Et le pire, c'est que la direction continuait à embaucher quand même comme si de rien n'était.

Le mécontentement accumulé par les conditions de travail et le règlement intérieur qui contraignait au port d'un "insigne" à l'américaine, avec le nom de chaque ouvrière, se transforma rapidement en colère... "On a pris le taureau par les cornes. On en avait marre d'être traitées comme des pions sur un jeu de dames. On a décidé d'enlever les insignes et d'aller demander conseil à la CGT." Le patron a pris le coup de sang : "Si demain vous ne portez pas d'insigne, ça sera la mise à pied."

Elles n'ont pas cédé et sont allées voir Henri, le secrétaire de U.L., qui demanda audience à la direction. Fureur des patrons et nouvelles menaces.

Rien n'y fit. (...)

Quatre jours après elles présentaient (aux élections) 5 titulaires et 5 suppléantes, dont la moitié ont moins de vingt et un ans, et une direction syndicale avec sa trésorière.

Comme on leur avait également montré le rôle de la propagande, quelques jours plus tard elles trouvaient encore 5 diffuseuses d'Antoinette et se préparent à vendre la V.O.

## Margeridon (Le Havre)

### *"Chez les ETAM"*

(...)

**P**our les ouvriers du Bâtiment, les "ETAM" (employés, techniciens et agents de maîtrise) sont un peu des gens situés de l'autre côté de la muraille invisible mais traditionnelle de la corporation. On sait bien qu'ils sont salariés et exploités eux aussi, mais on préfère les voir de loin; On a du mal à les comprendre. La réciproque est vraie.

(...) Armand Cheval, à soixante-deux ans, était déjà le meilleur diffuseur de la Vie Ouvrière (65 V.O. à lui seul). Il a décidé de faire d'une pierre deux coups et de recruter en améliorant sa diffusion. Et où donc ? Dans le secteur réputé le plus difficile, dans les bureaux.

Avec son assurance de militant chevronné et son sourire tranquille, il est allé discuter avec les employés, les techniciens et agents de maîtrise, de leurs problèmes, de la V.O.. Il leur en a vendu plusieurs exemplaires pour commencer. Et puis il leur a parlé syndicat. Des gars lui ont lancé, mi-figue mi-raisin : "Ah, vous, les ouvriers, vous ne nous défendez pas beaucoup..".

Armand n'est pas monté sur ses grands chevaux. Il a remis les choses en place gentiment : "Nous remportons des succès parce que nous sommes bien organisés. Faites en autant... Commencez par entrer au syndicat et vous pourrez vous défendre bien mieux vous-mêmes." Il leur a laissé des bulletins d'adhésions...

En deux mois, tenez-vous bien, Armand a ainsi fait 21 syndiqués chez les ETAM (sur les 250 réalisées depuis mars par le syndicat du Bâtiment). "Encore 4 à syndiquer et ils le seront tous. Dans quelques jours ils vont constituer leur propre section syndicale. Maintenant on est les meilleurs copains du monde." (...)

## Renault-Cléon

### *"Sur deux temps"*

**P**as loin d'Elbeuf, perdue dans les prairies normandes, voici l'usine neuve de Renault-Cléon. Les quelque 4 000 ouvriers qui y fabriquent tous les moteurs de la Régie habitent jusqu'à 60 kilomètres à la ronde. Après 8 heures de production accélérée, ils n'ont qu'une hâte compréhensible: rentrer chez eux. Dans ces conditions, les contacter les réunir, leur parler est une tâche difficile.

Pour montrer qu'elle n'était pas impossible, les jeunes responsables CGT ont mis "un tigre dans leur moteur". Un moteur qui marche sur deux temps: recrutement et diffusion. (...)

Au départ, leurs efforts ont été concentrés sur deux secteurs : le montage des moteurs R.16 et R.8 et la Fonderie, où la CGT a remporté 80 % des voix aux élections de délégués. Au mois d'avril, deux nouvelles sections syndicales étaient constituées dans ces secteurs, et la CGT comptait 120 nouveaux adhérents.

## CFEM (Rouen)

### *"Le syndicat ça paye..."*

**L'**année dernière le syndicat CGT et les actions qu'il a organisées ont apporté de 14 à 28 F d'augmentation horaire pour les professionnels et 11 F pour les autres.

Cette année, avec deux heures et demie de débrayage (dont une en l'honneur de M. Lecanuet, visiteur de marque, qui s'est sauvé en courant), la CGT vient d'obtenir 6 % d'augmentation des salaires réels, 25 F de mieux pour les primes de vacances et de fin d'année, plus le samedi payé en cas de mariage et d'autres avantages. Tu vois, le syndicat CGT et l'action, ça paye.

"Si tu veux encore améliorer ton sort, rejoins la CGT. Si tu veux mieux comprendre l'action de 10 CGT lis la "V.O.." "

(...) Depuis le début de l'année ils ont à leur actif 60 nouveaux syndiqués et 10 lecteurs supplémentaires réguliers (sans compter ceux des numéros spéciaux).

# Regards sur une exposition

Le 1er mai 1998, tout un symbole, a été inaugurée l'une des quatre expositions composées par notre Institut CGT d'histoire Sociale de Seine Maritime, l'exposition du Havre à Franklin.

Voici un extrait du discours inaugural d'Albert Perrot, acteur de mai 68 et vice-président de notre institut:

## En quelques jours, la grève est partout!

"...D'habitude, une lutte, même celle de 36 d'ailleurs, met un certain temps avant de se développer. Là en l'espace de quelques jours, hop ! Ça y est, la grève est partout, des occupations d'usines se réalisent, et si je prends Le Havre, et bien Le Havre, la première occupation d'usine ça a été Renault Sandouville, j'y ai participé d'ailleurs à la réalisation de cette occupation, le mercredi, avec Bernard Isaac, nous étions là plusieurs, et nous avons aidé les camarades de Renault Sandouville à réaliser cette première occupation.

Et ensuite, en quelques jours et notamment le vendredi, matin, ce sont tous les travailleurs des usines de la métallurgie du Havre qui se sont mis en grève, et qui ont occupé leurs usines.

Et ensuite, le samedi, il y a eu le secteur public, les cheminots, les traminois, la CFR qui a été la première raffinerie occupée en France.

Je pense, et je l'ai écrit dans la plaquette sur la lutte de 68 au Havre, que vous pourrez vous procurer tout à l'heure, ça a été comme une lame de fond qui a déferlé sur notre pays, et particulièrement sur notre département. Notre département a été rapidement en tête du nombre d'occupations d'usines dans toute la France.

Le 26 mai, 250 entreprises étaient occupées, et



Brochure qui accompagne l'Exposition du Havre

"Regards sur Mai 68 au Havre et dans la Région", éditée par l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime, à l'initiative du collectif du Havre.

Le texte est d'Albert Perrot

On peut se la procurer au Cercle Franklin

on pouvait évaluer à 250 000 grévistes dans le département."

## L'audace et le risque de l'occupation des usines

"La troisième caractéristique, c'est la forme de lutte, et personnellement je suis en tant que militant de la CGT, un de ceux qui insistent énormément sur le caractère exceptionnel et audacieux des occupations d'usines. Il faut quand même savoir, qu'une occupation d'usine c'est la violation du sacro-saint droit de propriété des patrons ! Vous savez très bien que n'importe qui ne peut pas rentrer dans ces usines, qu'il faut demander l'autorisation, et je peux témoigner, très personnellement, l'autre jour, nous avions, les amis du petit collectif, avec nous les amis de la télévision régionale. Ils ont voulu filmer simplement à l'intérieur de la cour de mon usine. Ils ont demandé l'autorisation, elle leur a été refusée. Ils ne s'y attendaient pas, mais moi, je le savais.

Cela veut donc dire que cette occupation d'usine, qui a été la forme prise par les travailleurs pour revendiquer, pour faire avancer leurs revendications, cette forme là était audacieuse, était risquée, et c'était un acte révolutionnaire, même si elle n'a pas créé une situation révolutionnaire, elle était en soi un acte

révolutionnaire, car elle transgressait toutes lois établies, par l'ordre naturel du patronat et des capitalistes.

Et je suis de ceux qui insistent beaucoup là dessus. Nous pouvons reprendre d'ailleurs ce qu'avaient dit les camarades de Bréguet en 1936.

N'oublions pas que c'est au Havre qu'a eu lieu la première occupation d'usine en 1936 à Bréguet.

Et nos camarades avaient repris la devise de Nungesser et Coli :

*"Ceux qui les premiers ont osé"*

Oui ils ont eu l'audace, en 36, de le faire. Nous avons eu l'audace, tous ensemble, de refaire ce même geste d'occupation d'usine."

Et la culture entre dans les usines en grève.

"Une autre caractéristique de ce qu'a été mai 68 au Havre, et j'insiste beaucoup là dessus également : c'est l'importance de l'action culturelle, des animations culturelles. Là non plus cela n'a pas été une génération spontanée. Nous avons, depuis plusieurs années, établi des liens de coopération étroite entre des militants, entre des comités d'entreprises, entre une association comme Tourisme et Travail et la Maison de la Culture. Cela avait commencé avec Marc Néter, et cela s'était amplifié considérablement avec la venue de Bernard Mounier. J'avais espéré d'ailleurs que Bernard aurait pu être des nôtres aujourd'hui, mais il vient de tourner un film en Angola, et lorsque je l'ai eu au téléphone, il revenait, et il a regretté évidemment de ne pas pouvoir venir.

Mais, c'est vrai que Bernard Mounier a joué un rôle, j'allais dire essentiel, dans ce qui s'est fait dans les animations culturelles, et pourquoi ? N'oublions pas qu'à cette époque, le ministre de la culture c'était pas n'importe qui, c'était André Malraux, et quand Bernard Mounier lui a demandé de mettre la maison de la culture au service des comités d'entreprises et des syndicats, des travailleurs qui étaient en grève, ça a été un refus catégorique de sa part.

Et bien Bernard Mounier, lui aussi, a fait un geste d'audace. Il a dit, et bien tant pis, je le risque, peut être risquait-il même sa place, mais il a décidé de mettre tous les moyens de la maison de la

culture au service des entreprises.

### 259 animations culturelles dans les usines

"Il y a eu, pendant des journées, des semaines, du matin au soir, l'équipe d'animateurs de la Maison de la Culture renforcée par des camarades des entreprises, par des camarades de Tourisme et Travail, qui sont venus jours après jours, passer



Symbole de Mai 68 au Havre: Quand les travailleurs du titane clament fièrement "mais cette usine c'est la nôtre !"

des films, venir avec des acteurs, avec des troupes de théâtre, comme le "théâtre Gérard Philippe", avec des chanteurs comme "les Troubadours", etc.

Il y a eu 259 animations de réalisées. C'est unique en France. Nulle part ailleurs, il n'y a eu autant d'action culturelle que ce qui a été fait au Havre. Je crois que là nous pouvons saluer cela comme une caractéristique essentielle de ce qui s'est passé en 68.

Car ces murs qui sont souvent pour les travailleurs signe de travail, de contrainte, parfois d'humiliation, de dureté, de travail difficile, devenait tout d'un coup, des murs d'arc-en-ciel, de joie, de convivialité, de découverte et de relations nouvelles, entre des artistes, entre des créateurs et des ouvriers. Et quand une main, poigne de main rude d'ouvrier, serre la main d'un créateur, d'un artiste, quand ensemble ils partagent le repas, il y a toute une découverte, des relations nouvelles qui se créent, et c'est là que la culture devient véritablement ce qu'elle doit être, c'est à dire un instrument d'épanouissement de l'homme et un moyen d'augmenter son bonheur personnel, de lui

donner un goût de bonheur comme l'a repris un titre de film sur 36. (...)

Des moments intenses de fraternité et de bonheur!

"Je terminerai sur un caractère optimiste. J'écoutais encore ce matin ce que l'on disait à la radio. C'est curieux. Enfin, je ne l'ai pas du tout vécu comme cela. On disait que la France s'ennuyait, qu'elle était recroquevillée. Moi j'étais au boulot. Il fallait bosser. On n'avait pas le temps de s'ennuyer parce qu'il y avait du travail à faire et que si l'on ne travaillait pas on n'était pas payé. On n'avait pas de salaire. Donc on ne s'ennuyait pas.

Par contre, ce que je trouve dans mai 68, c'est que nous avons vécu des moments intenses de fraternité et de bonheur. Je reprends à mon compte quelques mots... d'ailleurs on a voulu faire un panneau sur "les jolis mai" vécus en mai 68... "Le bonheur est une idée neuve" voilà une belle devise. "Du bonheur et rien d'autre" et bien je vous transmets cela parce que je pense que nous avons besoin pour vivre, d'avoir ce goût de bonheur et je pense que 68 peut nous donner des raisons optimistes d'espérer pour transformer à nouveau la société d'aujourd'hui." (...)

Faire revivre ce que fût mai 68 au plan local

"Je terminerai en vous présentant l'exposition. Il y a deux expos<sup>1</sup> : une expo nationale qui reprend les grands thèmes et qui situe les grandes luttes de 68 dans le cadre national et international, ce qui nous a permis, au petit collectif du Havre de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime, d'insister beaucoup sur les photos pour que chacun puisse vraiment revivre personnellement ce qu'il a vécu en 1968, et pour les jeunes générations de découvrir la réalité de ce qu'a été 68 au Havre.

Il y a trois panneaux pour la chronologie pour ceux qui voudront étudier de plus près ce qui s'est passé depuis le mois de mars jusqu'à la fin juin, c'est à dire à partir de la contestation étudiante, notamment avec la faculté de Nanterre et le mouvement du 22 mars animé par Cohn-Bendit.

Ensuite il y a le 13 mai puisque c'est le démarrage de 68 pour nous, avec la grande manifestation, ensuite les occupations d'usines, il y a deux panneaux sur les occupations d'usines. Nous n'avons pas pu montrer toutes les occupations, d'abord faute de place et surtout faute de photos.

Ensuite, la vie dans les usines occupées, avec les animations, avec la solidarité, avec les problèmes matériels. Ensuite, les grandes manifestations. Ces grandes manifestations qui avaient comme lieu de démarrage soit Franklin soit l'Hôtel de ville la plupart du temps, étaient non seulement des meetings, mais aussi avec des défilés. Les défilés se sont faits selon les itinéraires habituels, c'est à dire de Franklin à l'Hôtel de Ville ou de l'Hôtel de ville à Franklin, mais aussi, il y en a eu deux, trois, qui ont été différentes.

La première a été celle qui est partie par les beaux boulevards, boulevard Foch, François Premier et rue de Paris.

Nous avons voulu montrer "le défilé gaulliste". Enfin la contre-manifestation qui a eu lieu le lendemain, le samedi 1<sup>er</sup> juin, avec drapeaux rouges, signe de lutte, et drapeaux bleu-blanc-rouge qui étaient mêlés.

Un panneau final, mais qui est évidemment très réduit, sur la moisson de 68, sur la récolte. Il aurait fallu mettre en panneau, et il en aurait fallu beaucoup, la "Revue Pratique de Droit Social" qui a été faite par Cohen et qui est épaisse "comme cela", sur les acquis de 68 : ce n'était pas possible. Comme il y a en même temps l'exposition nationale, qui insiste également là dessus, cela permet de compléter."

<sup>1</sup> Les 4 expositions réalisées en Seine-Maritime, ont toutes été conçues sur ce principe: une locale complétant l'exposition nationale.

*Cette exposition s'est tenue au Havre du 1er au 16 mai. Elle est ensuite allée à Gonfreville.*

*Comme les 3 autres expositions, elle est à la disposition des municipalités qui nous ont aidé, des comités d'entreprises et des syndicats, cela va de soi.*

*Elle est aussi à la disposition des associations, des collèges et des lycées.*

*Ainsi celle de Dieppe, à la suite d'une visite systématique auprès de tous les établissements scolaires de l'agglomération, va circuler dans les 6 prochains mois dans presque tous les établissements.*

## Trentenaire de Mai 68:

# Revue de Presse

*Franc succès pour  
les quatre expositions locales  
préparées par les collectifs  
locaux  
de notre Institut CGT  
d'Histoire Sociale  
de Seine-Maritime.*

Partant de l'idée que si nous ne occupions pas nous même d'écrire l'histoire du mouvement de Mai-Juin 68 en Seine-Maritime personne ne le ferait, notre jeune association a pris l'initiative de préparer des expositions locales sur le thème de Mai 68.

C'est au cours du premier semestre de l'année 1997, que trois collectifs d'adhérents se sont constitués, avec des effectifs divers, et des moyens différents, au Havre, à Rouen et à Dieppe, avec l'objectif de préparer chacune une exposition sur le thème de Mai 68.

Le projet n'était pas de réécrire ce qui a été déjà écrit, mais de travailler de la manière la plus objective possible, à l'histoire des événements qui se sont passés dans nos grandes agglomérations.

En fin d'année, une quatrième équipe s'est ajoutée aux (suite page 16)

*Extrait d'une page spéciale (page 2) sur  
mai 68 dans les Informations Dieppoises  
du 8 mai 98.*

*Une erreur du journaliste: il ne s'agit  
pas de Jean Guérineau, mais de Robert  
Avenel.*

## EN BREF

### Exposition

Elle est visible jusqu'au 31 mai inclus à la médiathèque du centre Jean Renoir. Entrée libre.

Projection d'une vidéo le mercredi, le samedi et le dimanche à partir de 16h.

### Cinema

A D.S.N., lundi 11 mai à 20 h, projection du film de Hervé Le Roux «Reprise». Jeudi 21 mai à 20 h 45 projection de «Mourir à 30 ans», film de Romain Goupil.

### Débat:

Soirée-débat au Centre Jean-Renoir jeudi 28 mai à 20 h 30 avec Georges Seguy, secrétaire général de la CGT en 1968, avec Henri Weber, sénateur socialiste, militant de la Ligue communiste révolutionnaire en 1968, avec Bernard Isaac, secrétaire général de l'UD CGT en 1968 et avec Serge Laloyer secrétaire de l'USTM CGT en 1968

### Chansons

Au restaurant «Le déjeuner sur l'herbe» samedi 30 mai à partir de 19 h 30 soirée anniversaire avec Charly Bliscuit, accordéoniste. Il interprétera des «chansons de lutte et d'espoir» des années 68, accompagné de Chris, caricaturiste. Prix 200 f. Réservation au 02.35.06.13.87.

## SOUVENIRS DE CHEZ ROBBE



Jean Guérineau (au centre) en compagnie de Gilles Pichavant et de Guy Decamp.

« Si on avait eu ces documents, on les aurait exposés... » Mais Jean Guérineau a attendu le vernissage pour les présenter à Gilles Pichavant et à Guy Decamp, «pères» de cette expo. Et c'est vrai, ils sont teintés d'émotion. «J'étais délégué CGT chez Robbe et c'est Irénée Bourgois qui est venu signer la fin de la grève, le 6 juin», se rappelle-t-il.

Mais Mai 68 s'est achevé début juin par un drame, à Sochaux: deux ouvriers sont morts, victimes semble-t-il de brutalités policières. «Nous n'avons pu participer à la manifestation de protestation» se souvient le syndicaliste. «Mais nous avons décidé d'organiser une collecte au profit des familles des victimes, l'équivalent d'une heure de travail. Nous avons envoyé un mandat de 385 francs (NDLR environ la moitié du SMIG à l'époque) et les deux familles nous

ont adressé une lettre pour nous remercier.»

Ce sont ces différents courriers que Jean Guérineau a conservés. Des documents rares aujourd'hui comme les documents sur mai 68 à Dieppe malgré les appels lancés il y a plusieurs mois. Heureusement, Claude Leleu a prêté neuf diapositives sur le conflit chez Venduvre. «Et au hasard d'une balade à vélo dans la vallée de la Saône, j'ai rencontré un ancien cheminot qui avait gardé les tracts de l'époque» commente Guy Decamp.

«On a travaillé avec les archives de l'union locale CGT, à partir des Informations dieppoises et de Paris Normandie», ajoute son complice Gilles Pichavant. Et sur des documents prêtés par des particuliers.

## Mai 68 : les ouvriers se souviennent...

**Le Centre d'histoire sociale propose à la médiathèque Jean-Renoir une exposition rétrospective de Mai 68 à Dieppe et le rôle qu'ont joué les ouvriers.**

Il n'y a pas de pavés dans les rues à Dieppe. D'ailleurs la plage est accessible toute l'année. Et pour couper court à la mythologie "soixante-huitarde" qui s'est développée depuis trente ans, est-il besoin de rappeler qu'il n'y a pas ici d'université ?

Alors, Mai 68 à Dieppe, la révolte des étudiants ? L'antenne dieppoise du Centre d'histoire sociale de la CGT présente à DSN jusqu'à la fin du mois une exposition très riche et documentée pour rappeler ce que fut

ici le "Printemps des ouvriers" et la plus grande grève générale qu'on ait jamais connue.

Gilles Pichavant, Guy Décamps et Francis Soudry ne sont pas peu fiers de poser devant ce drapeau rouge qui est tout un symbole. Les trois syndicalistes dieppois de la CGT ont rassemblé avec persévérance, un an durant, tous les documents présentés. Et ce drapeau rouge est pour eux un morceau de l'histoire ouvrière.

Il s'agit du drapeau du syndicat des cheminots CGT diep-

pois. Lors du meeting du 22 mai 1968, place Nationale, il est confié aux bras de bronze de la statue d'Abraham Duquesne. Le *Grain de sable*, journal des cheminots, publié durant les dix-neuf jours de grève, ironise alors : « A plus de 350 ans, étant donné la faiblesse de sa retraite, Duquesne a dû reprendre du service comme porte-drapeau. »

« Mai 69 fut d'abord pour les grévistes, les camarades, un mouvement de lutte pour leurs revendications », rappelle Philippe Stalin, secrétaire de l'union locale CGT de Dieppe. « A l'aube de ce printemps et depuis deux ans, les prix grimpent ; les prestations sociales sont mises à mal. Les licenciements se multiplient ; le chôma-

ge empire, touchant tous les jeunes dépourvus de formation. Les conditions de travail s'aggravent. Les charges fiscales sur les revenus salariaux s'alourdissent », rappelle le syndicaliste... d'aujourd'hui.

### Première conséquence

Et puis tout explose. Apparemment d'un coup, alors qu'en réalité l'agitation sociale couve à Dieppe depuis des mois déjà : mobilisation sans précédent lors des 133 licenciements chez Vandœuvre en 1967. Fin janvier 68, une première manifestation chez Vinco, avant que le 18 janvier Dieppe ne connaisse probablement la plus grande manifestation de son histoire : 10.000 personnes à 18 heures place Nationale. « Du jamais

vu, même en 1936, même en 1995 », reconnaît Philippe Stalin.

Pour Arnaud Coignet, adjoint au maire chargé de la Culture, la première conséquence de Mai 68 à Dieppe, c'est l'élection d'Irénée Bourgois en 1969 au siège de conseiller général laissé vacant par le décès de Léon Rogé, « puis l'élection de l'Union de la gauche à la mairie en 1971 », avec à sa tête... le maire, Irénée Bourgois.

Non décidément, les étudiants n'ont pas joué grand rôle dans le Mai 68 des Dieppois. Mais les conséquences de ce mouvement ouvrier se font toujours présentes, trente ans après...

© Guy Bordessoule.



Gilles Pichavant, Guy Décamps et Francis Soudry posent avec fierté devant ce drapeau rouge qui est tout un symbole.

## Un mois de célébrations

□ Exposition. Réalisée par le Centre d'histoire sociale de la CGT, durant tout le mois de mai, à la médiathèque du centre Jean-Renoir, 1, quai de Bérigny, à Dieppe, les mardi et mercredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h, du jeudi au dimanche de 14 h à 19 h.

□ Cinéma. A à Dieppe-Scène-Nationale : *Reprise*, film de Hervé Le Roux, le lundi 11 mai 1998, à 20 heures ; *Mourir à 30 ans*, de Romain Goupil, le jeudi 21 mai 1998, à 20 h 45.

□ Soirée-débat. Le jeudi 28 mai 1998, à 20 h 30 au centre Jean-Renoir, avec Georges Séguy, secrétaire général de la CGT en 1968, le sénateur Henri Weber, militant de la Ligue communiste révolutionnaire en 1968, Bernard Isaac, secrétaire général de l'Union départementale CGT de la Seine-Maritime en 1968, et Serge Laloyer, secrétaire général de l'USTM CGT en 1968.

□ Soirée-spectacle. Le samedi 30 mai 1998, à partir de 19 h 30, au Déjeuner sur l'herbe, restaurant du centre Jean-Renoir, avec le chanteur et accordéoniste Charles Biscuit et le caricaturiste Chris (uniquement sur réservation au 02.35.06.13.87).

**«Traces de mai», c'est le titre de la vidéo diffusée à la médiathèque du Centre Jean Renoir le mercredi, le samedi et le dimanche à partir de 16 h. Un film de Paul Seban. Mais le même titre vaut pour l'expo présentée dans le même lieu, oeuvre de l'Institut d'histoire sociale CGT de Seine Marillime. Des panneaux, des textes, des photos. Des souvenirs...**

« **M**ai 68, ce fut une étape dans un processus de lutte sociale et politique », analyse Arnaud Coignet, adjoint au maire de Dieppe chargé de la Culture, lors du vernissage, mardi soir, en présence de très nombreux sympathisants qui n'ont pas forcément vécu l'évènement. « La preuve : trois ans plus tard les élections municipales portaient la Gauche à la mairie d'Arques et à la mairie de Dieppe (pour Neuville il faudra attendre 1977). A Dieppe sur les 27 membres de la liste conduite par Irénée Bourgois, 22 avaient pris une part active aux luttes

de mai 68. »

Naturellement, la CGT a tendance à privilégier le rôle des luttes ouvrières durant ce mois de mai. Mais le mouvement ouvrier prit, ne l'oublions pas, le train en marche : l'élan avait été donné par les étudiants.

« 1968 traduisit l'aspiration à la liberté de parole, à la volonté d'être ensemble, de se parler, de s'épanouir, ajoute d'ailleurs avec raison l'élue dieppoise. On assista à une rupture dans l'ordre moral et dans le conformisme des années de Gaule. »

Faute de documents photos hélas apparemment trop rares, les panneaux préparés par Gilles Pichavant et par Guy Décamps sont sans doute trop riches en textes. Mais ils méritent cependant d'être lus car ils résument des situations vécues dans l'agglomération dieppoise. Et ce n'est pas sans un pincement au coeur qu'on revit les usines occupées à Arques, le début des luttes, fixé par l'UL CGT à 1967 avec l'annonce des premiers licenciements chez Vandœuvre. On revoit Gérard Jacqueline, « Monsieur bons d'essence » du moment au milieu des postiers rassemblés parmi des milliers de manifestants place Nationale et d'autres visages, disparus ou oubliés mais qui ont tous fait mai 68.

« Les étudiants ont été l'étincelle qui mit le feu aux poudres, reconnaît Philippe Stalin. L'image est assez juste, mais encore fallait-il qu'il y ait de la poudre,

si non l'étincelle se serait vite perdue dans le vide ». Et effectivement, si, en mai, les occupations d'usines ont fait tache d'huile, ce n'est pas sur un coup de tête. Et si toute la classe ouvrière avant même la CGT a condamné la répression policière contre les étudiants, elle avait aussi ses propres revendications à exprimer.

« Dans la région dieppoise, rappelle le secrétaire général de l'UL CGT, les premières occupations ont eu lieu à la Cellophane à Arques et à la SNCF le 17 mai. Ensuite, en quelques jours ça a été comme une lame de fond. Et la solidarité s'est intensifiée entre grévistes et population comme à Arques : prise en charge de la nourriture des enfants de grévistes, bals, rencontres, restaurant inter-entreprises, brassage inter-activités... »

Socialement mai 68 s'est achevé par des acquis sur les salaires, sur les conditions de travail, sur le droit syndical. Politiquement il s'est achevé par la revanche écrasante de la Droite aux Législatives en juillet 68. Mais des idées neuves ont jailli, des aspirations se sont exprimées, notamment une aspiration au changement.

« 68 reste gravé dans les mémoires, conclut Philippe Stalin. Pas par esprit passésiste mais pour rappeler que ces luttes ne sont pas le fruit du hasard. C'est le mérite de cette exposition de le prouver. »

Paris Normandie, Vendredi 8 mai 1998, édition de Rouen, page 3.

# Regards croisés sur mai 68 à la MJC rive gauche

Une exposition-document à la MJC rive-gauche et une évocation artistique à l'Artothèque. Rouen porte un regard discret sur les événements de mai 68.

« Hormis quelques rares commentaires sérieux, la version la plus répandue de cet événement historique tend à le réduire à une révolte estudiantine sans lendemain durant laquelle on s'est bien amusé. »

Ainsi parle Jacques Pene, secrétaire général de l'Union

départementale CGT, lors du vernissage de l'exposition organisée par l'institut d'histoire sociale.

## Chronologie du mouvement

Et sa phrase, extraite d'une intervention plus générale, résume à elle-seule l'exposition, somme

de panneaux qui donne la chronologie du mouvement ouvrier de mai 68. Mai 68 à Rouen ?

« Comme partout il y a eu l'appel à la grève générale du 13 mai et deux jours plus tard la première usine de Seine-Maritime occupée. C'était Renault-Cléon.

Le 22 mai, 250 usines occupées et 260 000 ouvriers en grève dans le département », raconte Serge Leloyer, membre de l'Institut CGT d'histoire sociale, le doigt pointé sur un tract.

Textes, photos, comptes-rendus d'assemblées générales, les grèves de mai-juin 68 s'exposent.

« Mais si les panneaux sont là pour montrer la grève, ils sont aussi là pour rappeler ce que les salariés ont obtenu suite au mouvement et ce qu'il reste encore de l'esprit de 68. »

L'exposition est militante, montrant aussi des manifestations d'aujourd'hui.

Le visiteur, souvent, ne retient que les photos choc d'usines oc-

cupées, la Seine barrée par les péniches ou encore 30 000 grévistes le 13 mai 68 place Saint-Marc.

■ 30 ans après MJC Rive gauche.

Place des faïenciers, jusqu'au 15 mai.

## Mai 68 vendu au kilo

A l'origine du projet, Gérard Pailloux pensait poser ses pavés dans un lieu public, place-de-la-Cathédrale par exemple. « Mais cela exigeait une présence la nuit pour garder l'installation. » Tant pis pour le symbole, tant pis pour l'art qui reste la « propriété » d'amateurs éclairés, habitués des lieux. C'est donc dans le confort d'une galerie d'art contemporain que l'artiste, instituteur en 68, présente 450 kg de cailloux, soit 300 pièces peintes sur lesquelles s'inscrivent les symboles de ce mai, et ceux de la jeunesse perdue de l'artiste.

On peut lire les slogans du printemps d'il y a 30 ans, un vers de Shakespeare, le nom de Ray Charles « Parce qu'en 68, le monde continuait aussi de vivre. » Œuvre du souvenir qui réouvre un « grand chantier de l'histoire », l'installation de Gérard Pailloux tend aussi à montrer que l'esthétisme peut être militant. Et c'est plutôt gagné.

■ Les grands chantiers de l'histoire. Jusqu'au 20 mai à la galerie Artothèque, rue Saint-Saëns à Rouen.



Serge Leloyer, l'un des organisateurs lors du vernissage de l'exposition organisée par l'Institut d'histoire sociale

(suite de la page 14) trois autres, à Elbeuf.

Le premier travail, et non le moindre, des divers collectifs, a été de rassembler la matière première des expositions. Si les tracts, déclarations et accords divers ont été relativement bien conservés dans les Unions Locales ou à l'Union Départementale CGT, si la presse a pu être épluchée dans les bibliothèques

municipales, il a été en général difficile de retrouver des photos des événements.

Le collectif du Havre a cependant pu mettre la main sur un trésor: 350 photographies prises par un journaliste du Havre libre, et heureusement conservées. Ailleurs, cela n'a pas été possible, soit

(suite de la page 17)

# Images-rétro de Mai 68

que les journaux ne nous aient pas ouvert leurs portes, soit comme à Dieppe que les photographies de presse aient disparues.

Partout il a fallu faire du porte à porte auprès de militants souvent âgés, remonter des pistes, surmonter les déceptions et les découragements.

L'écho rencontré est à la mesure du travail fourni. Presse, télévision régionale et visiteurs ont été au rendez-vous.

Un grand merci à tous ceux qui ont participé à la préparation des expositions, à tous ceux qui nous ont prêté des documents, à tous ceux qui nous ont aidé dans ce défi difficile.

Gilles Pichavant

*A droite un article paru dans Liberté  
Dimanche le 10 mai.*

*En bas un grand article paru dans le Havre  
Libre le 30 avril.*

*Page suivante deux articles du Havre  
Libre: un article paru 15 jours avant le 1er  
mai, une autre publié le 2 mai,*

*Page 19 une page entière dans la Presse  
Havraise du dimanche 3 mai.*



Le collectif dieppois de l'Institut de l'histoire sociale CGT de la Seine-Maritime, du syndicat CGT de Dieppe et la ville se sont associés pour présenter au centre Jean Renoir, une rétrospective des événements de mai 68 qui ont agité la vie locale.

Déclancheur des hostilités, le mouvement étudiant parisien ne doit pas occulter la montée sociale qui secoue la province. A Dieppe, les 133 licenciements enregistrés chez Vandœuvre; en janvier 68 constituent les signes précurseurs d'une agitation qui va s'amplifier au fil des mois. Le 1<sup>er</sup> février, 700 personnes manifestent dans la rue pour des augmentations de salaires et la semaine de 40 heures. Quelques jours plus tard, les marins protestent contre les importations de poisson. Ce qui n'empêche pas, le mois suivant, au député

de droite de conforter son siège aux élections législatives. Le 11 avril, la grève est décrétée chez Vinco puis le 13 mai, deux mille personnes réunies au Puits Salé défilent dans les rues de Dieppe; le 17 à l'appel des syndicats, un meeting est organisé salle Thiers contre les pleins pouvoirs et le projet de réforme de la sécurité sociale.

Le même jour, les premières occupations d'usines (La Cellophane à Arques) et celle de la gare de Dieppe apparaissent. Le 22 mai, 5000 personnes sont rassemblées Place Nationale. Les accords de Grenelle, avancée sociale importante, viendront mettre un terme à l'épopée historique qui, deux ans plus tard, rapprochera les partis de gauche, l'alliance PS-PC offrant à Irénée Bourgeois, la mairie de Dieppe.

DU 1<sup>er</sup> AU 16 MAI, AU CERCLE FRANK.

# « RegARDS sur Mai 68 » : un souvenir pas si lointain

**Le traditionnel meeting havrais du 1<sup>er</sup> Mai, demain au cercle Franklin, sera suivi d'un autre événement : le vernissage de l'exposition « Mai 68 au Havre et dans la région ». Sur les cimaises, de nombreux documents visuels révèlent de cette période pas comme les autres.**

C'est une petite équipe de cinq membres, animée par Albert Perrot, figure bien connue du mouvement ouvrier pendant de très longues années, qui a reporté les événements locaux de Mai 68, sélectionné les centres d'intérêt et les documents, et monté les panneaux d'exposition.

### Occupations, manifs, vie culturelle

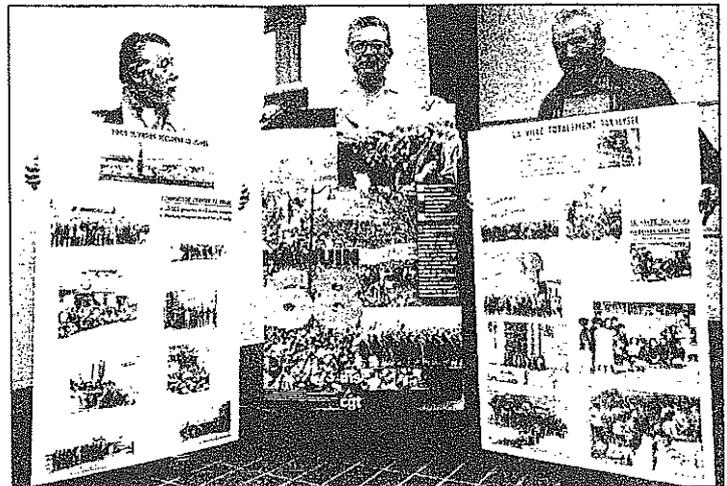
Albert Perrot rappelle que Mai 68 fut une date importante du mouvement de l'histoire sociale, et plus particulièrement en Seine-Maritime, un département où les traditions de luttes ouvrières sont très fortes : « Si le mouvement des étudiants a été le détonateur, la Seine-Maritime fut parmi les premiers départements où les usines furent occupées ». Un phénomène qui devait revêtir un caractère particulièrement spectaculaire au Havre et dans sa région.

Trente deux panneaux seront proposés au public, dans le hall du cercle Franklin, dont 21 rappelant ce qui s'est passé localement il y a 30 ans, grâce à de nombreux documents d'actualité de la presse havraise de l'époque. La disposition des

panneaux a été conçue selon une méthode chronologique. Les visiteurs porteront d'abord un regard sur les luttes qui ont précédé Mai 68, avant de découvrir les manifestations de rue de grande ampleur dans le centre ville, les occupations d'usines, la manière dont fut alors organisée la vie dans les entreprises ainsi occupées, mais où se manifesta une vive solidarité, et aussi en ville, où la population devait s'accommoder d'une vie au ralenti et du manque d'essence.

D'autres panneaux rappelleront l'intense vie culturelle qui régna pendant ce mois de mai, où la Maison de la Culture, en collaboration avec les syndicats, les comités d'entreprise et l'association Tourisme et Travail, proposa quelque 260 animations au service des ouvriers, un exemple unique en France.

Un autre panneau sera réservé aux « jolis mots de mai », ces slogans qui fleurirent alors, et dont l'un des plus célèbres fut : « Il est interdit d'interdire ». Parallèlement, 12 autres seront consacrés aux événements en France, et plus particulièrement à Paris, avec notamment les résultats et acquis de Mai 68.



Trois des panneaux rappelant ce que fut la vie au Havre au cours du mois de mai 1968. L'exposition se tient du 1<sup>er</sup> au 16 mai, dans le hall de Franklin.

Cette exposition s'accompagnera de projections de cassettes vidéo et de films sur les animations culturelles; les occupations d'usines et les manifestations.

L'inauguration aura lieu demain matin à 11 h 30, en présence de l'Union locale CGT qui coopère avec les organisateurs, les syndicats d'entreprises

et les municipalités qui ont apporté leur aide financière, dont celle du Havre.

Patrick FILS

LE 1<sup>er</sup> MAI AU HAVRE.

## Meeting et expo sur « Mai 68 »

**A l'occasion du 1er mai au Havre, la CGT a pris l'initiative, en s'adressant à d'autres syndicats, d'organiser le traditionnel meeting de la Fête du Travail sur un mode unitaire. Et la journée sera marquée par un autre événement : l'inauguration d'une exposition sur Mai 68.**

Dans deux semaines, le 1er mai va de nouveau réunir le monde du travail des secteurs public et privé. Au Havre, le rassemblement prévu à Franklin devrait connaître la même mobilisation que l'an dernier, avec la participation de plusieurs organisations représentatives de salariés, si l'on en croit les réunions de préparation qui ont lieu actuellement

### Unitaire et rassembleur

Dans un courrier adressé le 7 avril à d'autres syndicats, l'Union locale CGT exprimait le souhait « d'un vaste rassemblement unitaire ». La suite devait se concrétiser par une 1ère réunion entre la CGT, la FSU (enseignement) et le Groupe des Dix, qui comprend des organisations comme CRC et SUD. La CFDT s'était excusée, mais aurait donné son accord sur le principe d'un meeting commun. Cette réunion avait pour but la préparation d'un 1er mai unitaire et rassembleur

### « Les attentes demeurent »

Plusieurs propositions furent alors avancées, dont un meeting à 9 h 30 au cercle Franklin, avec prises de parole, et suivi d'un défilé dans le centre ville. Dans le même temps, toutes les organisations syndicales, « souhaitant un grand 1er mai unitaire, solidaire et revendicatif », étaient invitées à une prochaine réunion qui se tiendra vendredi 24 avril, dans l'optique

d'un élargissement de l'union...

Selon l'état actuel des discussions, le meeting, placé sur le thème « pour les 35 heures, l'emploi et la solidarité », verra donc la participation assurée de la CGT, la CFDT, FSU et le Groupe des Dix, c'est-à-dire à l'image du rassemblement de l'an dernier.

Pour Gérard Busson, secrétaire général de l'UL CGT, l'avènement d'un gouvernement de gauche ne change rien au caractère revendicatif de la Fête du Travail : « Il y a eu un changement de gouvernement, mais les revendications restent entières ». Le responsable syndical met ainsi en avant, entre autres, l'application des 35 h dans les entreprises, les salaires, l'emploi, les retraites, les privatisations des services publics. « Il faut poursuivre l'offensive, car les attentes des salariés demeurent », poursuit Gérard Busson.

S'il prend acte « d'avancées de la part de la gauche », il considère néanmoins que les doléances envers le pouvoir et le patronat sont toujours d'une brûlante actualité, et il y inclut la question des sans-papiers, et la poursuite du plan Juppé. « Trop de dossiers restent en suspens, et il faut que le mouvement social et l'action revendicative se développent ».

Parallèlement au meeting, ce 1er mai connaîtra également un autre temps fort, avec, dans la matinée, l'inauguration à Franklin, d'une exposition « Regards sur mai 68 ». Il s'agit là d'une réalisation du Collectif havrais de l'Institut d'histoire sociale CGT. Trente trois panneaux seront consacrés à Mai 68 au Havre et dans sa proche région, et 15 autres relateront les événements qui se sont déroulés en France il y a 30 ans.

Cette exposition, qui proposera en outre des films sur l'actualité de l'époque, durera 15 jours, et tournera ensuite dans différentes communes de l'arrondissement.

Patrick FILS

## EXPOSITION

# AU HAVRE, JUSQU'AU 16 MAI « Mai 68 », ou le choc des photos

**L'exposition présentée par le collectif havrais de l'Institut CGT d'histoire sociale, « Regards sur Mai 68 au Havre et dans la région », a été inaugurée hier au cercle Franklin en présence de plusieurs personnalités. Le public pourra la visiter jusqu'au 16 mai.**

Trente deux panneaux, dont vingt-et-un rappelant comment Mai 68 se passa localement, sont proposés aux visiteurs (notre édition du 30 avril).

L'occasion pour ceux qui ont vécu ce grand mouvement social, de se souvenir par l'image des occupations d'usines, des manifestations de rue, des conditions d'une vie quotidienne qui devait s'accommoder des effets de la grande grève générale, et de toutes les manifestations culturelles dans les entreprises.

Plusieurs personnalités étaient présentes à l'inauguration d'hier matin, en particulier celles représentant les municipalités qui ont participé à l'aide financière et matérielle pour monter l'exposition : Tristan Lecoq, adjoint au maire du Havre, Jean-Paul Lecoq, maire de Gonfreville-l'Orcher, Michel Valléry, maire de Montivilliers, et des élus aussi

de Lillebonne, Gainneville, Sandouville.

### « Des moments de fraternité »

Gérard Busson, secrétaire général de l'Union locale CGT déclara que cette exposition, composée en très grande partie de photographies de la presse havraise, était destinée à toute la population, souhaitant que les directeurs d'école et les enseignants prennent l'initiative de la faire visiter par les jeunes.

Albert Perrot, animateur de l'équipe qui réalisa l'exposition, fut au coeur de Mai 68.

Pour lui, c'est le souvenir « d'une lutte d'une ampleur considérable, et qui fut marquée par la rapidité avec laquelle elle se propagea ».

Autres caractéristiques du mouvement : la dure réalité du travail à l'époque, le caractère exceptionnel et audacieux des occupations d'usines, et surtout les conquêtes sociales qui suivirent : « Nous avons vécu alors des moments intenses de fraternité ».

Cette exposition s'accompagne de projections de films et de cassettes vidéo, et d'autres panneaux sur Mai 68 à Paris sont proposés au public. Celui-ci peut venir la visiter jusqu'au 16 mai, de 10 h à 12 h, de 14 h à 18 h, et tout le week-end du 8 mai.

Patrick FILS

PAGE SPÉCIALE DEMAIN

## Souvenirs de Mai 68 au Havre

A l'occasion du trentième anniversaire de Mai 68, la presse havraise consacre une page spéciale aux « événements » vus de la Porte Océane.

Rendez-vous dans nos éditions du dimanche 3 mai.

# MAL 68 AU HAVRE

## La ville ouvrière en grève générale

### CHRISTIAN ZARIFIAN, CINÉASTE "Mai 68 est d'abord un mouvement culturel"

Fa mai 68, Christian Zarifian avait 26 ans. Il était stagiaire au sein de la Maison de la Culture du Havre. « Je venais à peine de débarquer au Havre et je faisais beaucoup d'offres et retours avec Paris » raconte le cinéaste. « J'en garde un sentiment extraordinaire, c'était un moment exaltant. »

« La Maison de la Culture était un premier espace où elle se sentait prise et apportait son aide aux jeunes. C'était extraordinaire de pouvoir entrer dans les usines. Je suis allé projeter des films dans les entreprises, j'ai accompagné des groupes de jazz, des troupes de théâtre. J'ai aussi écrit des scénarios en quinze jours. Je ne darmais que deux heures par nuit. C'était bon de faire ça ! »

« Je pense que Mai 68 est d'abord un mouvement culturel au sens large. Les rapports des gens entre eux et avec la société se trouvent au cœur du mouvement », ajoute Christian Zarifian. « L'évolution de la société, encore archaïque, pyramidale, avait pris beaucoup de retard vis-à-vis du développement économique. Ça a fait sauter les verrous et a changé la vie de tous les jours. »

Dans les années qui ont suivi, le cinéaste a travaillé au point un travail collectif directement inspiré de l'esprit de mai. C'est ainsi qu'il a réalisé plusieurs films avec des jeunes travailleurs ou des lycéens, dont « Moi j'is qui c'est bien » tourné au C.I.E.C. d'Amfieuville.

Trente ans après, il considère que 68 appartient à l'Histoire. « Sur un plan individuel, cet engagement a revêtu pour moi des aspects incontestablement positifs », conclut-il. « Collectivement, j'en suis moins sûr car la société française auparavant composée en deux blocs, les ouvriers et les bourgeois, a perdu en cohérence. Ça fut l'émergence de la classe moyenne qui se montre terriblement instable et fait preuve d'un individualisme féroce. »



« Avant le magasin Monoprix, un piquet de grève exclusivement féminin »

En 1968, il n'y avait pas d'université au Havre. C'est donc de loin que la Porte Océane a suivi le mouvement des étudiants. Mais tout a démarré dès que les syndicats ouvriers ont appelé à la grève générale. A partir du 13, les Havrais ont vécu leur Mai 68 dans la rue ou aux portes des usines occupées. Souvenirs, souvenirs...

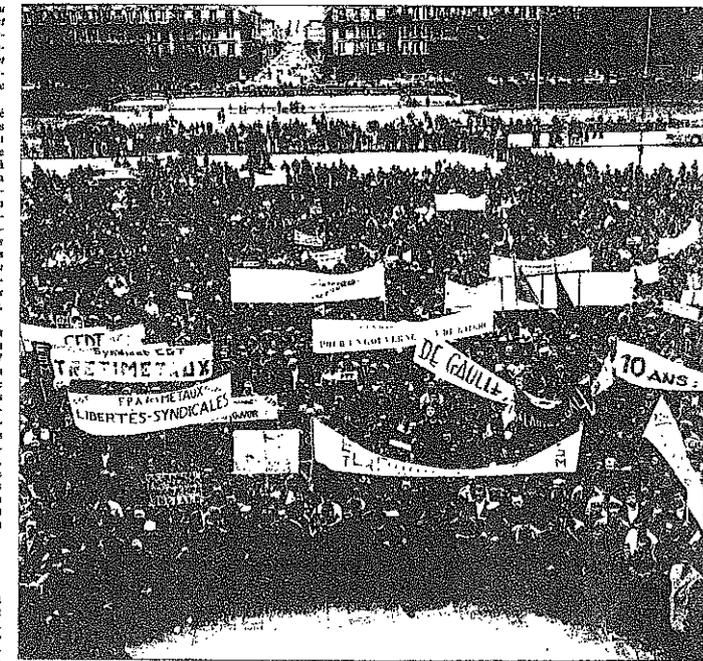
Le 1<sup>er</sup> mai 1968, rien à signaler. Le défilé havrais est défilé uniquement par la présence d'une délégation d'étudiants vietnamiens invités au traditionnel meeting au signe de protestation contre la guerre dans leur pays. Les premiers de mai s'apparentent dans les colonnes de l'histoire à la fête de la Faculté. Le climat de tension s'installe depuis l'occupation des locaux par les étudiants plus d'un mois avant. C'est ce qu'on appelle plus tard le mouvement du 22 mars. Daniel Cohn-Bendit fait déjà incontestablement figure de leader.

Le soir du 2 mai, des affrontements se produisent à Paris entre la police et les étudiants qui manifestent au quartier latin contre la fermeture de Nanterre. Les cours sont suspendus à la Sorbonne. La même est obtenue. Les étudiants lancent un appel à la grève générale et de nouvelles échauffourées marquent les manifestations dans la capitale.

diants sont à l'avant-garde du combat pour les libertés, il est évident que les milliers d'étudiants. Les étudiants manifestent en France, très souvent en compagnie de leurs professeurs, sont bien autre chose que des groupuscules d'extrême-gauche.

Au fil des jours, la solidarité s'amplifie. Les étudiants et les syndicats ouvriers unissent leur appel à la grève générale pour le 13 mai. Réunis le 11 à Franklin, la CGT, la CFDT, la FO, l'ADCF et l'UNSA exigent une motion « au nom de la solidarité et des intérêts communs qui unissent les travailleurs, les enseignants et les étudiants ». Les revendications sont les suivantes : « Fidele à la répression, libération des manifestants arrêtés, cessation des poursuites policières, liberté, démocratie ».

Dix mille Havrais descendent dans la rue le 13 mai et défilent de Franklin au rond-Point et la place Flatters. On compte 100 % de grévistes chez les dockers, les employés communaux du Havre, Harleur et Gonfreville, aux usines textiles de Costenès et dans les établissements d'enseignement primaire, alors qu'ils sont 90 % dans le secondaire, la métallurgie, les douanes, les transports urbains et au sein des ouvriers du port d'arrière. La distribution de courrier n'est pas assurée.



A chaque manifestation, une foule immense se réunissait dans les rues du Havre

### Extension foudroyante des grèves

Le 16 mai, l'usine de Renault Sandouville est occupée. C'est la première d'une longue série. Le 18, la Ure du Havre libère en gros carteriers : « Extension foudroyante des grèves ». 4 500 métalliers occupent une dizaine d'usines de la région. Les Chantiers de Normandie, COGER, Contrôle et Application, Delvaux, Dresser-Dujardin, Fouré-Argence, Sermis, SOMEC... Le Seine-Maritime est en tête des départements français pour la densité d'usines occupées.

A partir du 18 mai, tout s'arrête. IPT, SNCF, CFR... La Maison de la Culture (qui n'est pas encore le Volcan) apporte son soutien aux grévistes en indiquant les lieux de distribution sur les lieux d'occupation où ils sont des spectacles de mime, de cabaret, de théâtre, de musique, des projections cinématographiques...

Dans le vic quotidien, la pénurie s'installe et les files d'attente s'allongent devant les pompes à essence, dans les magasins, les banques. Le conseil municipal du Havre présidé par le maire communiste René Canac se réunit en session extraordinaire afin de voter des mesures de solidarité pour les grévistes : gratuité des cantines scolaires, crédit alloué au bureau d'aide sociale, subvention aux organisations syndicales.

Paralysie totale  
Pendant ce temps, l'opposition attaque le gouvernement à l'Assemblée Nationale. Le 22 mai, 70 usines sont occupées au Havre. Il y a 30 000 grévistes et 20 000 personnes manifestent sur la place de l'Hôtel de Ville. Les grands magasins ferment le 24 avec occupation du Petit-Fort et piquet de grève exclusivement féminin devant Monoprix. La paralysie est totale dans les derniers jours de mai, y compris dans la région de Balbec-Lillebonne-Gravenchon.

Sous un soleil ardent, 30 000 personnes manifestent une nouvelle fois le 27 mai. La grève se durcit. Après le débarquement des passagers à Southampton, l'équipe du France décide la grève illimitée et l'occupation du navire en rade du Havre. Il y a accosté finalement au quai Jeanne Couvert sans l'aide des remorqueurs. Le piquet de Tancarville est écarté.

Le feu s'éteint en juin  
Le 29 mai, De Gaulle disparaît pendant quelques heures avant de décider de rester au pouvoir. Le lendemain, des Havrais lui manifestent leur soutien en manifestant « pour la défense de la République » en brandissant des drapeaux français et en chantant la Marseillaise.

Après le décès de De Gaulle, le mouvement reprend le 12 et reprend le 18 juin. Remportés largement par la droite, les élections législatives des 23 et 30 juin sont définitivement le glas de Mai 68.

Après le décès de De Gaulle, le mouvement reprend le 12 et reprend le 18 juin. Remportés largement par la droite, les élections législatives des 23 et 30 juin sont définitivement le glas de Mai 68.



Devant le magasin Monoprix, un piquet de grève exclusivement féminin

### ALBERT PERROT, MILITANT SYNDICAL « Des exigences toujours d'actualité »

Membre du collectif havrais de l'Institut CGT d'Histoire sociale de Seine-Maritime, Albert Perrot a pris une grande part dans l'organisation de l'exposition « Mai 68 au Havre et dans la région » qui a présenté au public au Centre Franklin jusqu'au 10 mai. A l'époque des événements, il était âgé de 40 ans et travaillait à l'usine Dresser-Dujardin. Il figurait parmi les responsables du syndicat CGT de la métallurgie au Havre, un secteur d'activités qui a constitué le noyau dur des grèves.

« Dès le début mai, nous avions le sentiment que quelque chose de fort d'important s'exprimait au niveau national. Le jeunesse s'est révolée et a dit son mot. L'université ne servait qu'à reproduire la société capitaliste. Nous étions forcément d'accord avec elle », explique Albert Perrot. « Nous avions des revendications au niveau des salaires, du temps de travail réel et des aspirations : changer le contenu de l'organisation du travail. »

« A partir de la mi-mai, les usines ont été occupées et la grève s'est installée. Nous passions toute la journée sur place et y demeurions parfois les nuits. On se rendait visite les uns chez les autres. Chaque matin partait de chez Dresser, nous défilions autour d'un thème différent dans le quartier Bréhaud à la rencontre de toutes les entreprises du secteur. Le dimanche, on faisait venir les familles dans les usines. Nous avons découvert la



réalité de l'entreprise. Ceux du montage par exemple montraient aux ouvriers de la mécanique générale à quoi servait la pièce qu'ils avaient fabriquée. »

« Deux éléments sont importants à souligner », précise Albert Perrot. « En premier lieu, l'occupation des usines, propriétés des patrons, qui est la forme la plus audacieuse de lutte. C'est un acte révolutionnaire au vu du terme car il renverse l'ordre établi et change les règles du jeu. D'autre part, l'appui du directeur qui, sous l'impulsion du directeur de la MCH Bernard Nouvier, reste une des caractéristiques de Mai 68 au Havre. »

« Véritable bouleversement de la société en profondeur. Mai 68 ne démentait pas être prolongé », ajoute-t-il. « Avant du point de vue de la place des femmes toujours pas totalement égalitaires que de la dégradation des conditions de travail avec la précarité de l'emploi, ses exigences restent toujours d'actualité. Il y a encore beaucoup à faire pour l'exercice de la pleine citoyenneté. »

### PASCAL JACQ, ENSEIGNANT « Un moment privilégié d'humanité »

Trente ans après Mai 68, Pascal Jacq n'a pas quitté l'école. Il est professeur de philosophie au lycée Porte Océane, il est aujourd'hui professeur d'Histoire à Claude Monet ainsi qu'à l'Université.

« Je voulais faire Normale Sup mais à la suite des événements, j'ai abandonné le piquet pour l'Histoire. Dès 1967, je militais au sein d'un mouvement pacifiste contre l'intervention militaire au Vietnam », relate Pascal Jacq. « Juste avant moi, j'ai participé à un rassemblement devant l'ambassade d'Allemagne à Paris contre la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke. Parmi les manifestants, je me souviens avoir rencontré un jeune homme qui n'était autre que Daniel Cohn-Bendit. »

« Après l'occupation de la Sorbonne et les violences policières, nous avons découvert la brutalité de l'Etat et les événements nous sont apparus comme une confirmation de notre analyse politique. Nous avions l'impression de vivre dans une France corsetée, désuète et la censure nous inquiétait. »

« Je me suis engagé au sein du Comité d'Action Lycéens. Les cours ont cessé. On se réunissait beaucoup. A partir de l'extension du mouvement vers le 10 mai, nous avons organisé des manifestations avec parfois quelques heurts, certains nous considérant comme des provocateurs. Pour nous, la classe ouvrière représentait le levier du chan-



gement », explique Pascal Jacq. « Aujourd'hui, l'esprit de mai est toujours là. Nous avons vécu un moment d'humanité privilégiée encore très proche dans les mémoires. »

« 68 a changé les relations entre les gens et gagné l'aspect amoral d'une société qui n'avait plus bougé depuis l'après-guerre. C'était un bon remède contre la sécheresse. Tous les grands problèmes ont été posés et l'époque même s'ils n'ont pas été résolus. La conséquence indirecte est peut-être que beaucoup sont devenus plus sceptiques », conclut Pascal Jacq qui aime résumer Mai 68 par un de ses slogans : « Une société qui abolit tout, aventure fait de sa destinée. Jamais je n'ai connu depuis d'ambiance

### BRUNO LANCTUIT, DIRECTEUR DE SOCIÉTÉ « Je ne me suis pas senti impliqué »

« Actuellement directeur de Lanctuit Communication Organisation et créateur de l'Euro Masters motonautique au Havre, Bruno Lanctuit était étudiant à la Faculté de Droit de Rouen au début de mai 68. Les cours se sont arrêtés dès les premiers jours de mai. C'était un vrai bar, même si à la fin de mai nous étions pressés. Il ne s'y passait pas grand-chose », se souvient-il. « Alors je suis rentré au Havre et comme il faisait beau, j'ai fait du kayak en préparant un camp de vacances en Espagne pour l'été. »

« J'étais plutôt du côté des étudiants car à 19 ans j'avais moi aussi un esprit de révolte. Quand j'ai vu tout ce monde dans la rue, j'ai été surpris. J'ai beaucoup écouté, observé, mais je suis plutôt un homme d'ordre et tous ces cortèges n'ont pas pu m'émouvoir. Le côté anarchiste m'a forcément déçu. »

« A mon sens, les gens étaient déconnectés de la réalité mais c'était la fête, un grand dévouement où chacun s'exprimait. Pourtant, la grève est arrivée rapidement, la France qui vivait une crise de régime s'est arrêtée », poursuit Bruno Lanctuit. « Je garde le souvenir de soirées extérieures passées à écouter Europe 1, la radio de Mai 68. Je me souviens encore du nom des rues qu'empruntaient les manifestations parisiennes. Jamais je n'ai connu depuis d'ambiance



radiophonique comme celle-là ? »

« Plus tard, j'ai été interrogé par le départ de De Gaulle. Ma grand-mère a même été à la manifestation républicaine du 30 mai au Havre. Mais je dois avouer ne pas avoir été spécialement marqué par 68, peut-être parce que j'étais un peu inconscient. J'étais content que ça s'arrête mais ce qui a suivi est important. »

Aujourd'hui, Bruno Lanctuit fait la part des choses : « La France a tendance à évoluer par secousses symptomatique, comme Mai 68. Ce qui n'est pas bon. Par contre, la situation économique de l'époque a permis la distribution d'un pouvoir d'achat existant et la rupture avec la société de nos parents. Il y en avait besoin. »

### GÉRARD BUSSON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UL CGT DU HAVRE « Se battre contre l'injustice »

Le n° 1 du syndicat CGT du Havre était encore à l'école d'apprentissage de la Chambre patronale de la Métallurgie quand les événements de Mai 68 ont éclaté. Il avait 17 ans et s'apprêtait à passer son CAP d'ouvrier qu'il a brillamment obtenu en juin.

« Le directeur de la Compagnie Electro-Mécanique (CEM, qui est devenu Alstom par la suite) était le patron de la Chambre de la Métallurgie. Tout un symbole », rappelle Gérard Busson. « L'école fonctionnait normalement et nous nous faisions charrier par les copains des lycéens. Nous sommes alors partis à quelques-uns en mobylette faire le tour des sites pour battre le rappel. A la suite de cela, il y a eu la grève pendant deux jours et demi, ce qui ne s'était jamais vu. »

« Un moment fort reste gravé dans ma mémoire. Une foule s'était massée devant les portes de la CEM et le patron cherchait à faire rentrer des petits groupes de salariés afin qu'ils reprissent le travail. A ce moment-là, quelqu'un a entonné la Marseillaise et tout s'est arrêté. Raymond Lecœur, représentant syndical, a ensuite harangué les grévistes pour qu'ils continuent le mouvement. »

« Mai 68 a été à la base de mon engagement à la CGT. Nous avions envie d'encaisser des salaires, de nous faire un peu de pouvoir, de nous rapprocher des gens et de nous constituer une population constituée une nouvelle donne. Par rapport à l'éloignement du pouvoir, se rapprocher des gens est devenu un enjeu considérable du syndicalisme. »



d'abord on voulait se battre contre l'injustice », précise Gérard Busson. « Avec une formidable envie de liberté, le mouvement a permis la rencontre entre la jeunesse et le monde ouvrier. Les étudiants ont fait office de médiateur mais la poudre, c'était les ouvriers. Un foisonnement d'idées s'est fait jour et le débat politique a été intense. »

« Un 68 n'est pas possible aujourd'hui. L'Histoire ne peut pas se répéter de la même manière mais chaque mouvement porte sa spécificité et la population constituée une nouvelle donne. Par rapport à l'éloignement du pouvoir, se rapprocher des gens est devenu un enjeu considérable du syndicalisme. »

# Mai 68 peint par Hanin, <sup>1998</sup> Printemps 1998 page 20 un débat et une rouquine !

L'Espace culturel de la pointe de Caux à Gonfreville-l'Orcher propose un regard original sur Mai 68 dans la région grâce au peintre havrais Serge Hanin, et une rencontre-débat, avec des acteurs de l'époque, qui se finira en concert-bal avec «La rouquine du premier».

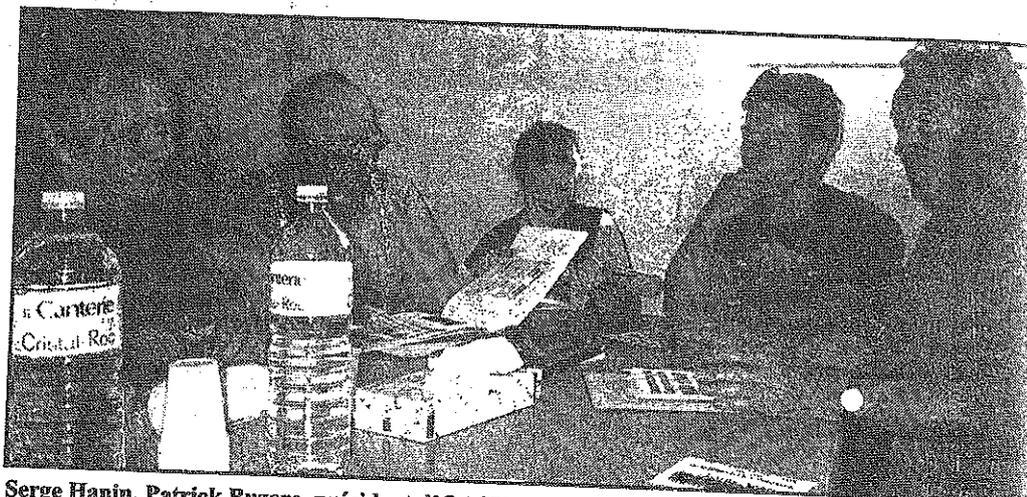
Mai 68 à la sauce Serge Hanin, étudiant aux Beaux-Arts du Havre il y a trente ans et peintre d'aujourd'hui haut en couleurs, investit l'Espace culturel de la pointe de Caux du mercredi 20 au dimanche 31 mai, pour la bonne cause... L'artiste prolifique et protéiforme présente une exposition constituée de grandes toiles et de dessins de taille non moins respectables, mais au message irrespectueux dans l'esprit de Mai. «Des énormes dessins qui auraient été censurés avant», précise-t-il pour signifier le changement de mentalité intervenu depuis. «Les Frères Jacques étaient subversifs», rajoute-t-il. Pour l'ancien étudiant qui a participé au bouillonnement culturel particulièrement jubilatoire de ce mois-là, Mai 68 n'a rien perdu de son actualité, et serait même plutôt en phase avec les phénomènes d'*«inégalité, de chômage et de ségrégation»* qui battent le pavé davantage encore depuis ces trois dernières années.

Ces œuvres, sauf une qui sera offerte à la ville de Gonfreville-l'Orcher, seront vendues au profit de l'Office d'accueil de soutien et d'insertion sociale (O.A.S.I.S.) pour faire partir en vacances des enfants de familles défavorisées de la région havraise. O.A.S.I.S. est une association créée en octobre 94 pour permettre à des familles en situation précaire d'accéder à un logement indépendant.

Ainsi, grâce à l'appui de la municipalité de Gonfreville, de l'Etat, de la Région et de la société Total qui a cédé un immeuble pour le franc symbolique, s'est ouverte, en 96 sur la commune, une résidence d'hébergement temporaire pouvant accueillir huit familles. 24 familles, soit 130 personnes en ont bénéficié jusqu'à aujourd'hui.

## Ne pas refaire l'Histoire

Le dimanche 24 mai de 15 à 17h, c'est une rencontre-débat



Serge Hanin, Patrick Buzare, président d'OASIS, Caroline, stagiaire éducatrice dans l'association. Matthieu Bony, chanteur de «La rouquine du premier», et Albert Perrot, ancien président de la MCH

qui est proposée avec des personnes qui ont été des acteurs des «événements» au Havre et dans la région. «Il ne s'agit pas de refaire l'Histoire», précise l'un d'eux, Albert Perrot, syndicaliste et président de la Maison de la Culture du Havre en 1968, mais de faire venir notamment les jeunes pour parler de la façon «la plus naturelle possible» avec «espoir et vigilance».

L'exposition qui était visible à la maison des syndicats Franklin jusqu'à vendredi dernier, sera plantée dans ce décor pour rappeler aux participants les riches heures des occupations d'usine devenues des lieux de spectacles, manifestations, et l'insolence des slogans et affiches qui fleurissaient à profusion.

Parmi les invités de ces rencontres, relevons en outre, Gérard Filoche, inspecteur du travail et écrivain, étudiant en 1968 dans notre région, Serge Lalloyer, syndicaliste, alors secrétaire général de l'Union des travailleurs de la métallurgie, Guy Lambert, employé chez Renault, et organisateur de concert en ce temps-là, ainsi qu'une représentante de femme solidaire.

Il reviendra au groupe toulousain «La rouquine du premier» de finir cette journée lors d'un concert-bal où la gouaille de la vieille chanson française la dispute à celle du punk-rock avec une touche de folk. Une fine équipe qui se constitue ponctuellement et dont les membres travaillent dans divers domaines culturels, notamment des arts de la rue. Certains d'entre eux ayant même le privilège de faire

partie de la grande machinerie de la troupe du Royal de Luxe qui prépare actuellement le re-

tour du Géant dans son berceau de la Porte Océane.

Pierre JAMBOU

Nous n'avons pas pu reprendre tous les articles publiés pendant ce mois de Mai, compte tenu de la place limitée par la taille même du «fil Rouge».

Nous n'avons sans doute pas connaissance de tous, particulièrement ce ceux qui pourraient être parus dans des hebdomadaires, ou des journaux municipaux.

Faites nous parvenir une copie de ceux que vous auriez en votre possession.

Page suivante, un extrait d'une page entière parue dans le Journal d'Elbeuf. A noter sur cette même page, les témoignages de Pierre Largesse, vice-président de notre Institut, ainsi que de plusieurs militants syndicaux de l'époque.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur le débat qui a eu lieu à Dieppe le 28 mai, avec Georges Séguy, Henri Wéber, Bernard Isaac, Serge Lalloyer et Albert Perrot, qui a fait salle comble (130 personnes à la médiathèque du Centre Jean Renoir).



La première manifestation dans les rues d'Elbeuf

**Il y a trente ans, jour pour jour, le 22 mai 1968, un important meeting réunissait 2500 personnes sur la place de la République, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN. Un rassemblement qui allait être suivi d'une manifestation dans les rues d'Elbeuf, les commerçants restant fermés durant la durée du meeting et du défilé en signe de solidarité. L'agglomération elbeuvienne se trouvait alors au plus fort de ce qu'on appellera plus tard les événements de mai 68. 15.000 ouvriers étaient en grève mais c'est le 13 mai que ce mouvement spontané avait véritablement commencé.**

Depuis le 1er mai (1998), une exposition itinérante montée par la CGT propose aux Elbeuviens de revivre les événements de mai 68 dans l'agglomération. Le 1er mai, elle était à Cléon, les 27 et 28, elle sera en mairie de Tourville-la-Rivière et, le 7 juin, au CE d'Aérazur. Ce mercredi, elle était présentée au siège de l'Union Locale CGT. L'objectif était avant tout de faire découvrir cette période de l'histoire aux collégiens et lycéens et éventuellement de faire se rencontrer les acteurs de mai 68 et les jeunes. Malheureusement (par manque d'information?), trop peu de visiteurs sont passés à l'UL, découvrir photos, témoignages (dont certains figurent ci-contre), revue de presse, affiches... et documents divers. Dommage, surtout quand on songe que pour nombre de jeunes d'aujourd'hui, ces événements appartiennent déjà à la préhistoire et qu'ils en ignorent à peu près tout!

Essayons donc d'y voir un peu plus clair, notamment grâce aux articles du Journal d'Elbeuf, qui n'a jamais cessé de paraître, ce qui avait d'ailleurs valu un édito « musclé » de la part de son directeur de l'époque René Baglan. Le vendredi 31 mai, le titre suivant s'élevait sur huit colonnes à la Une « Nous paraîtrons coûte que coûte! Pourquoi un quotidien aurait-il la possibilité d'informer l'agglomération elbeuvienne? Nous exigeons le droit à l'information, y compris celui de pouvoir nous faire imprimer! ». Cette édition, sans doute la plus légère depuis la Libération, ne comportait qu'une seule feuille et aucune publicité!

**Le 13 mai, Renault entre dans l'action**  
Suite aux violents affrontements

entre étudiants et forces de l'ordre à Paris, les 4 puis 10 et 11 mai, ce sont les ouvriers de Renault-Cléon qui, les premiers, étaient entrés en grève le 13 (un mouvement suivi à 50%). Le jour même, un premier meeting s'était déroulé place de la République et avait réuni 2000 à 3000 personnes, suivi d'une manifestation dans les principales artères de la ville. Mais c'est surtout le 16 que les choses sérieuses commencèrent avec l'occupation de l'usine Renault puis, le 17 de Kléber-Colombes, et après de Rhône-Poulenc, AMCA, la CIPEL, etc...

La révolte était en marche. Un vent de fronde soufflait sur l'agglomération, Renault servant déjà d'élément moteur dans cette action revendicative destinée à épauler le mouvement étudiant.

« Des piquets de grève avaient été mis en place et nous organisons des rondes de surveillance car il n'était pas question de laisser certains individus saboter notre outil de travail » raconte Jacques Leclere, 43 ans à l'époque et militant CGT. Un point de vue partagé par un certain « Oulnoul », de la CFDT (il s'agit bien sûr de René Youinou mais le maire d'Elbeuf n'était pas encore connu!) à qui le Journal d'Elbeuf attribuait les propos suivants « l'outil de travail doit être préservé. Il est à nous et non à ceux qui s'en enrichissent ».

Le 18 la grève s'étendait au secteur textile, jusqu'ici épargné, et en premier lieu chez Blin et Blin. Très vite 10.000 puis 15.000 salariés de l'agglomération se retrouvèrent spontanément dans l'action. « Il fallait aussi faire le nécessaire pour aider les camarades qui, sans salaire, se trouvaient dans le besoin. Un ravitaillement en légumes, surtout

pommes de terre, s'opérait dans les campagnes. Notre camarade Roger Cheron, charcutier de métier, tuait et débitait des porcs, repas à la cantine, etc... Des bonss d'essence étaient délévrés » se souvient encore Jacques Leclere.

#### 15.000 grévistes

Symbole de la lutte des travailleurs, le pantin d'un balayeur avait été hissé en haut d'un mat, portant un panneau sur lequel on pouvait lire « 40 h sans perte de salaire ». Cela apportait une note spectaculaire. Les principales revendications portaient sur l'augmentation des salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, la diminution du temps de travail (48 heures hebdomadaires à l'époque), les libertés syndicales et encore les cinq semaines de congés payés, les conventions collectives, l'amélioration des conditions de travail, l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, une véritable épilologie de l'emploi garantissant travail et ressources pour tous, etc... Tout ceci fit d'ailleurs l'objet d'une motion que le comité de grève CGT-CFDT soumit aux dix maires de l'agglomération lors d'une réunion extraordinaire en mairie d'Elbeuf le 24 mai. Ce jour là, les délégués syndicaux réclamèrent aux élus de spécifier clairement « avec qui ils sont » et « sans ambiguïté ».

La délégation demanda aussi aux maires de garantir la cantine gratuite pour les enfants des grévistes, l'abandon des poursuites pour retards dans les paiements des loyers ou factures EDF, etc..., le paiement des jours de grève pour les communaux... Tourville-la-Rivière, Saint-Pierre, Caudebec, Freneuse, La Londe, Saint-Aubin votèrent le texte intégralement, Elbeuf se contentant, selon les propres mots de Pierre Largesse, alors secrétaire-adjoint de l'UL CGT, d'un « ersatz de motion ». Le dernier bastion de la bourgeoisie locale n'avait pas voulu donner satisfaction sur tous les points aux grévistes acceptant cependant les principes des différés de paiement et de la gratuité des repas pour les enfants et ouvrant une grande cantine au Parc Saint-Cyr. Au plus fort du conflit, 650 enfants seront accueillis là, encadrés par 70 bénévoles.

#### Trois semaines dans l'action

Le 22 mai survint donc un deuxième important meeting au cours duquel René Youinou (au

nom de la CFDT Renault), juché sur les vespasiennes de la place ou du poste de transformation (en fonction des versions!) fit pour la première fois preuve de ses talents d'orateur. La CFDT réclamait « le pouvoir syndical », la CGT « un véritable pouvoir ouvrier à l'intérieur des entreprises ». Certains revendiquèrent « l'auto-gestion » et s'élevèrent « contre le capitalisme et la société de consommation ». Quant à Bernard Fournot (CFDT), il proposa purement et simplement de prendre possession de la mairie d'Elbeuf « le pouvoir est à prendre ». Un rassemblement suivi d'un nouveau défilé, toujours dans le plus grand calme, au cours duquel les commerçants, en signe de solidarité, laissèrent leurs rideaux fermés.

Le 25 mai eut lieu un troisième important meeting, peu avant que les négociations ne commencent au niveau national mais le premier protocole d'accord fut jugé insuffisant et mal accueilli par les dix millions de grévistes à travers la France. Le mouvement était alors au plus fort et ne s'essouffait pas « un mouvement sous-jacent depuis dix ans et l'avènement du régime gaulliste » mentionnait la CGT dans un communiqué. Le monde ouvrier exprimait la colère accumulée et n'était pas décidé à lâcher le morceau.

Nouvelle manifestation le 29 mai puis, le 30, le général de Gaulle annonce qu'il dissout l'assemblée nationale et augmente le SMIG de 35% au 1er juin mais conserve sa confiance à Georges Pompidou comme premier ministre. C'est ce jour là qu'il assimile la lutte syndicale à « la chienlit ». Dès lors le mouvement va perdre de la vigueur, à la manifestation du 31 mai, il y a moins de monde et peu à peu la reprise du travail va s'amorcer. Le 10 juin, les salariés de chez Kléber reprennent à leur tour. Ne restent plus en lutte que Rhône-Poulenc, Renault et AMCA. Dans cette dernière entreprise, la direction menace de déposer le bilan si les salariés ne reprennent pas immédiatement.

Premiers à entrer dans l'action, les Renault seront les derniers à déteiler, à fin juin, après un mois de grève, avec toutefois des accords supérieurs aux accords de Grenelle.

Patrick PELLERIN

# *"Malva" n'est plus !*



*Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de Seine-Maritime de 1964 à 1966, Jean Malvasio est décédé le 20 avril 1998.*

Jean-Malvasio était un petit-fils d'immigré. Son grand-père est venu au début du XXème siècle, de sa province des Pouilles, comme des milliers d'autres italiens du sud, chassés de leur terre par la misère.

Au lendemain de la Libération, il suit les cours d'apprentissage de l'entreprise Lanfry, spécialisée dans la restauration des bâtiments anciens. Il sera aussitôt mêlé à ces milliers d'ouvriers du bâtiment qui reconstruisent la région.

D'un même mouvement il rejoint à la fois le mouvement syndical et la Jeunesse Communiste dont il devient rapidement un dirigeant.

Dans le même temps où il devient un ouvrier professionnel expérimenté, il se révèle comme militant syndical avisé.

Dans les grandes grèves de 1947, puis celles de 1953, il occupe des responsabilités dans les

comités de grève de l'agglomération rouennaise.

Toutes les luttes de la région le trouvent au premier rang, aussi bien pour les revendications ouvrières que contre les répressions de l'époque de la guerre froide.

Il est là quand les ouvriers du bâtiment affrontent la police, et quand les rappelés de la caserne Richepanse refusent de partir pour le Maroc.

Il aimait raconter comment un jour, alors que la veille il avait eu du mal à se faire embaucher, il était licencié parce que le chef de chantier avait aperçu une affiche, malencontreusement apposée près du chantier, annonçant une réunion publique qu'il devait animer.

En 1964, il devient Secrétaire Général de l'Union Départementale des Syndicats CGT. Il le restera deux ans jusqu'au moment où il est élu secrétaire de la Fédération de Seine-Maritime du Parti Communiste Français, dont il deviendra un membre de son Comité Central.

Il va diriger cette Fédération pendant plus de 20 ans, et notamment pendant les événements de Mai-Juin 68.

Il est bientôt élu Conseiller Général du 4ème Canton de Rouen, puis de Sotteville-les-Rouen/St-Etienne-du Rouvray, où il remplace Célestin Dubois. Il remplacera ce dernier comme député suppléant.

En 1986, la maladie l'empêche d'être totalement lui-même. Il le sait, en mesure toutes les conséquences, et décide de passer le relais de la direction de la Fédération Communiste à Thierry Foucaud. A partir de ce moment là, la maladie ne le lâche plus.

Jean Malvasio était un lutteur; Ce fut un lutteur dans la vie syndicale et politique; Ce fut un lutteur contre la maladie qu'il combattra pendant 12 ans.

Toute sa vie a été construite autour d'un engagement syndical et politique. Pendant des années, il a marqué la vie de notre département.

Sa soif de justice sociale en faveur des gens simples particulièrement en faveur de ceux qui souffrent, ses compétences acquises par son travail, ont forgé son autorité. Il était respecté autant par ses amis que ses adversaires qu'il combattait sans complaisance.

Tous ceux qui l'ont connu garderont la mémoire d'un homme direct, simple et franc, toujours modeste, accessible et ouvert à tous, qui aimait la vie.

## Connaître notre institut:

L'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Seine Maritime a été créé à l'initiative de l'Union Départementale C.G.T. et des Unions Locales du département.

Il s'agit d'une association régie par la loi 1901.

Les statuts ont été déposés le 13 décembre 1996, et un avis a été publié au Journal Officiel le 25 décembre de la même année. L'Institut fonctionne comme toutes les associations loi 1901.

### Extrait des statuts:

"Article 3: L'Institut se fixe comme missions :

*-Le collectage, la sauvegarde et le traitement d'informations et de documents de tout nature, se rattachant à l'histoire sociale de la Seine Maritime, et plus particulièrement à l'histoire du syndicalisme et à leur exploitation à des fins de formation et de recherche historique.*

*-La mise en oeuvre d'études, de recherches et de larges confrontations dans les domaines de son champ d'investigation.*

*-La contribution à l'information et à la formation des militants syndicaux, des travailleurs, des étudiants et de toutes organisations intéressées à l'histoire sociale.*

La deuxième Assemblée Générale de l'association, réunissant 16 participants, s'est tenue à Maromme le 1er avril 1998, en présence de Joël HEDDE, secrétaire de l'Institut National, et de Bernard ISAAC, secrétaire de l'Institut Régional Haute et Basse Normandie.

Elle a réélu un bureau-Conseil d'administration. Celui-ci est composé de:

Président :	Jacques PENE
Vice-Président:	Pierre LARGESSE
Vice-Président:	Albert PERROT
Secrétaire:	Gilles PICHAVANT
Trésorier:	Pierre MICHEL
Archiviste:	Gérard BUSSON

Font aussi partie du Conseil d'administration, Martial CAVELIER, Jean Michel GROSOT, Serge LALOYER, Pierre LEBLIC, Marcel LETESSIER, Robert PRIVAT, Marcel SAUNIER.

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime publie quatre fois par an cette revue appelée "le fil rouge" à destination de ses adhérents.

## Faites connaître "le fil rouge"

Pour recevoir les numéros suivants et nous aider à les éditer, adhérez individuellement ou collectivement à notre association. Cette cotisation prendra effet pour l'année 1998.

### Adhésion individuelle pour 1998:

Nom: Prénom:

Adresse:

Code Postal: Ville:

Adhésion simple 80F  
(sans abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale\*)

Adhésion-Abonnement 150F  
(avec abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale\*)

### Adhésion collective pour 1998:

(avec l'abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale\*)

Syndicat / Association: 300F

Comité d'Entreprise (ou similaire):

moins de 500 salariés: 500F

de 500 à 1000 salariés: 1000F

plus de 1000 salariés: 1500F

Intitulé:

Adresse:

Code Postal:

Ville:

Adresser le Chèque à : "Institut CGT d'histoire sociale de Seine Maritime" 30 chemin de la Planquette 76130 Mont-St-Aignan.

\* "Les Cahiers d'Histoire Sociale" sont la revue nationale de l'Institut CGT d'Histoire Sociale. C'est une revue trimestrielle de 24 pages.